

Face à l'augmentation des incendies de forêt

LES EXPERTS INSISTENT SUR LA PRÉVENTION

Page 5

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7591 – MERCREDI 17 MAI 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Réunions préparatoires du Sommet arabe

LE RÔLE FÉDÉRATEUR DE L'ALGÉRIE SALUÉ

Page 3

RELATIONS ALGÉRO-SAOUDIENNES

CRÉATION DU HAUT CONSEIL DE COORDINATION



Les travaux de la quatrième session de la commission de consultations politiques algéro-saoudiennes, tenus hier à Djeddah (Royaume d'Arabie saoudite), ont été couronnés par la signature d'un accord portant création du Haut conseil de coordination algéro-saoudien. Un mécanisme de concertation qui permettra d'intensifier la coordination bilatérale, notamment autour des questions politiques. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

Page 3

LA LOI RELATIVE AU DROIT DE GRÈVE ADOPTÉE

Les syndicats réitèrent leur rejet

Page 2

18e ÉDITION DU SIEE-POLLUTEC

Des solutions innovantes exposées

Page 4

USMA- ASEC MIMOSAS CE SOIR À 20 H

Soustara demande la coupe !

Page 11

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

APW DE BÉJAÏA
Bilan annuel mitigé

LES ÉLUS de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Béjaïa ont examiné, lors d'une session ordinaire tenue avant-hier, le rapport annuel des activités de l'exécutif de wilaya. Une communication a été présentée par le wali Kamel Eddine Karbouche qui a souligné la naissance depuis une année d'une dynamique économique dans la wilaya, une dynamique augurant, dit-il, «un avenir prospère à la région notamment, sur le plan du développement socio- économique». Pour lui, «cette nouvelle dynamique se poursuit toujours au niveau de tous les secteurs d'activités». Et de faire savoir que celle-ci s'est caractérisée par de nombreux importants projets dont les conséquences seront fortes pour le bien-être de la population locale et l'essor de la wilaya.

A ce propos, il a cité un important programme de logements tous types confondus, le raccordement des milliers de foyers au gaz naturel, la relance de plusieurs projets structurants et un taux d'avancement important pour d'autres, le lancement de plusieurs nouveaux projets dans le secteur des ressources hydriques dont l'amélioration de l'alimentation en eau potable.

Pour le premier responsable de la wilaya, «la dynamique que connaît, actuellement, la wilaya est le fruit des efforts fournis par tous les secteurs et les assemblées élues» avant de souligner le soutien accordé par de l'Etat à l'action entreprise en faveur du développement socio-économique.

Pour sa part, le président de l'APW Bachir Barket, est revenu dans son intervention sur «le retard» accusé par la wilaya dans le taux d'avancement de plusieurs projets structurants. «Une situation qui n'est pas satisfaisante et qui interpelle aussi bien les autorités locales que les autorités centrales du pays», a-t-il lancé. Le P/APW a, ensuite, énuméré les projets gelés (réalisation d'un téléphérique et d'un tramway gelés), les projets en souffrance et ceux accusant du retard, à l'instar de l'ouverture de la gare maritime achevée en 2018, l'aménagement d'Oued-Séghir, Oued Serrir (ville de Béjaïa) et la protection des Oueds Soummam et Oued Agarioune, la dernière tranche de la pénétrante autoroutière, l'opération de dédoublement de la RN 09 (étude finalisée), la modernisation des anciens tunnels de Kherrata, etc. Barket a, également, revendiqué «un plan socio-économique d'urgence pour la mise à niveau de la wilaya».

L'APW de Béjaïa avait lancé des rencontres avec les partenaires socio-économiques de la wilaya afin d'évaluer et faire un constat, sans complaisance, sur la situation réelle dans laquelle pataugent les communes et en réponse aux interpellations et aux besoins des citoyens. Il dira que «trois dossiers ont été pris en main par l'APW dont l'organisation des assises de l'environnement, l'organisation d'une conférence sur les enfants aux besoins spécifiques dans le milieu de l'éducation». A propos des assises sur l'environnement, il a déploré le fait que «le CET de Sidi-Boudrahem fermé depuis trois années n'ait pas été rouvert». Notons que la session ordinaire de l'APW devait passer en revue la communication annuelle du wali et d'autres points comme la préparation de la saison estivale, le plan de prévention contre les feux de forêts, l'adoption de PDAU intercommunal de Béni-Djéllil et Semaoune et, enfin, l'adoption des régularisations des ouvertures de crédit par anticipation accordée par le ministère de l'intérieur au profit de la wilaya.

N. Bensalem

ADOPTION PAR LE CONSEIL DE LA NATION DE LA LOI RELATIVE AU DROIT DE GRÈVE

Les syndicats réitèrent leur rejet

Rejeté par une trentaine de syndicats autonomes de la fonction publique, le projet de loi relatif à la prévention des conflits en milieu du travail et au droit de grève a été adopté, hier, par les membres du Conseil de la nation. Ces organisations syndicales continuent à exprimer leur rejet du texte, expliquant qu'elles n'ont pas été consultées lors de son élaboration.



Les syndicats ne comptent pas baisser les bras et continuent à revendiquer le retrait des deux textes de loi portant sur l'exercice du droit syndical et la prévention des conflits en milieu de travail et le droit de grève. Cette mobilisation se traduit sur le terrain par des assemblées générales et régionales, organisées par les différentes organisations syndicales pour sensibiliser leurs adhérents sur cette question.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, qui a présenté jeudi, devant les membres du Conseil de la nation, le texte de loi relatif à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève, a souligné que ce projet de loi constitue un « jalon supplémentaire » au sein de l'arsenal juridique pour édifier l'Algérie nouvelle et renforcer les libertés et les droits fondamentaux du travail, et intervient en concrétisation des dispositions de la Constitution de 2020, notamment l'article 70.

« Ce texte a pour but de promouvoir et de renforcer le dialogue social mais aussi d'assurer les différents mécanismes de règlement à l'amiable des conflits collectifs du travail et de l'exercice du droit de grève, non pas dans l'objectif de restreindre ce droit, mais pour l'encadrer, déterminer et partager les responsabilités entre les partenaires sociaux, à travers des mécanismes cohérents et globaux. Cette loi va aussi contribuer à éviter les grèves non professionnelles et anarchiques », a-t-il expliqué. Il a également assuré que ce texte de loi ne prévoit « aucune forme de restriction ou entrave » à l'exercice du droit de grève, mais vise plutôt à réglementer ce droit constitutionnel et à consacrer les autres droits et devoirs énoncés dans la Constitution.

En réaction, les syndicats soutiennent que les deux projets de loi sont contestés dans leur forme du fait qu'ils ont été élaborés et transmis directement à l'APN sans concertation avec les partenaires sociaux. Ils sont rejetés dans leur fond, arguent-ils, car la majorité des articles vont à l'encontre de la préservation des acquis et libertés syndicaux et des droits des travailleurs.

Contacté par le Jeune Indépendant, le Dr Lyès Merabet, président du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) et membre de la Confédération des syndicats algériens (CSA), a affirmé que les syndicats sont toujours dans le refus de ces deux lois. « L'adoption de cette loi était attendue comme on a déjà adopté la loi sur l'exercice du droit syndical. Le gouvernement doit justifier cette démarche », a-t-il indiqué, soulignant que c'est une loi « liberticide », qui va dans le sens inverse de l'intérêt des syndicats.

Il a affirmé que les différentes formations syndicales vont poursuivre leur combat pour que des amendements soient apportés à cette loi.

De son côté, Messaoud Boudiba, coordinateur national du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapest), a affirmé le refus total de ces deux lois par les syndicats autonomes. « L'adoption de ce projet de loi est une sorte d'entrave aux libertés et droits syndicaux. Nous réitérons notre appel à l'intervention du premier responsable du pays pour que les deux lois soient gelées », a-t-il indiqué.

Pour le syndicaliste, ces deux lois sont anticonstitutionnelles et sont en parfaite contradiction avec les conventions internationales. « Nous refusons ces lois qui ne respectent pas la Constitution algérienne et les conventions internationales, car elles ne travaillent en aucun cas la paix et la stabilité », a-t-il souligné.

Pour sa part, Boualem Amoura, président du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), a indiqué que cette loi est considérée comme « un code pénal bis » et doit être impérativement retirée. « Tous les articles sont contestables, car ils sont contradictoires et entravent le libre exercice syndical. Il y a une ingérence dans les affaires internes des syndicats », a-t-il indiqué. Le responsable du Satef, qui estime que cette situation était attendue, a souligné qu'« en tant que syndicats, nous n'allons pas baisser les bras et nous allons continuer le combat. Ce projet est passé au Conseil de la nation et nous avons profité de cette période pour mobiliser encore plus nos adhérents, mais en vain ». Il a enchaîné : « Après adoption de ce projet de loi, nous avons saisi officiellement le Bureau international du travail (BIT), dont l'Algérie est signataire des conventions 87-89 relatives à l'activité syndicale et au droit de grève ».

Il a précisé que « cette loi, qui a été adoptée sans l'approbation des syndicats autonomes, est anticonstitutionnelle ; elle est en parfaite contradiction avec l'article 34 de la Constitution algérienne qui parle des libertés individuelles qui ne peuvent être touchées sous aucun motif que ce soit ». Il a ajouté : « Elle est contre la convention 87 du Bureau international du travail (BIT), notamment les articles 3 et 4, articles dont parlait le ministre du Travail. Il y a une ingérence flagrante dans les affaires internes des syndicats quand on limite le nombre de mandats et la durée de celui-ci. »

Ces deux articles, a-t-il expliqué, préservent aux organisations syndicales le droit d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs, d'élire librement leurs représentants, d'organiser leur gestion et leurs activités, et de formuler leur programme d'action.

Lynda Louifi

APPROVISIONNEMENT DE LA CHINE EN GPL

Signature d'un contrat entre Sonatrach et Wanhua Chemical

SONATRACH a procédé, hier, à la signature d'un contrat à terme avec la société chinoise Wanhua Chemical « pour l'approvisionnement en gaz de pétrole liquéfié (GPL) du complexe pétrochimique de Wanhua en Chine ». L'accord permet « l'introduction de la référence algérienne de prix des GPL sur le plus grand marché régional au monde », a indiqué la compagnie nationale des hydrocarbures dans un communiqué.

« Le contrat en question porte sur un approvisionnement régulier du marché asiatique en GPL algérien, marquant ainsi un tournant significatif pour les exportations algériennes de GPL, permettant également, l'introduction de la référence algérienne de prix des GPL sur le plus grand marché régional au monde », a ajouté Sonatrach.

« A travers cet accord, les deux compagnies algérienne et chinoise confirment ainsi leur volonté d'établir une relation commerciale durable et fructueuse dans le domaine des GPL en particulier et de la pétrochimie en général », a souligné la compagnie nationale.

M. B.

RELATIONS ALGÉRO-SAOUDIENNES

Création du Haut conseil de coordination

Les travaux de la quatrième session de la commission de consultations politiques algéro-saoudiennes, tenus hier à Djeddah (Royaume d'Arabie saoudite), ont été couronnés par la signature d'un accord portant création du Haut conseil de coordination algéro-saoudien. Un mécanisme de concertation qui permettra d'intensifier la coordination bilatérale, notamment autour des questions politiques. C'est ce qu'indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.



Lors de cette réunion, coprésidée par le ministre des Affaires étrangère, Ahmed Attaf et son homologue saoudien, le prince Fayçal ben Farhan, les deux parties ont étudié les voies et étapes pratiques pour «renforcer la coopération bilatérale et multilatérale et la consolidation de l'action conjointe sur de nombreuses questions régionales et internationales », afin de garantir la stabilité et la prospérité pour les deux pays.

La création du Haut conseil de coordination algéro-saoudien est un outil qui permettra, selon le communiqué, de renforcer le cadre structurel et organisationnel des relations bilatérales.

Les consultations ont également permis de confirmer «l'engagement des deux parties à poursuivre et intensifier les efforts, afin d'augmenter le volume des échanges commerciaux et des investissements», ajoute le communiqué.

Par ailleurs, et s'agissant de la question palestinienne, l'Algérie et l'Arabie Saoudite, qui ont discuté des derniers événements survenus en Palestine occupée, ont souligné la nécessité d'activer les différents mécanismes approuvés par le Sommet d'Alger pour mobiliser davantage de soutien à cette cause centrale.

Les deux ministres ont également passé en revue l'évolution de la crise au Soudan, en Libye et dans la région du Maghreb. En plus des défis croissants dans la région du Sahel et du Sahara en raison de l'expansion et de l'exacerbation des menaces terroristes.

Ils ont exprimé leur «satisfaction quant au niveau de consensus existant dans les positions des deux pays, concernant les évolutions constatées à différents niveaux».

Il est à rappeler que M. Attaf est arrivé, avant-hier à Djeddah, pour une visite officielle dans le cadre du renforcement des relations de fraternité et de coopération entre les deux pays et de la participation aux réunions ministérielles préparatoires du Sommet arabe prévu le 19 mai.

Dans le cadre des préparatifs à l'échéance arabe prévue à Djeddah, M. Attaf prendra part aux réunions ministérielles du Conseil de la Ligue des Etats arabes et aux différentes sous-commissions dont les travaux seront axés sur le suivi de la mise en œuvre des décisions adoptées par les dirigeants arabes lors du sommet d'Alger et la préparation des différents thèmes inscrits à l'ordre du jour de la 32e session du sommet arabe.

En marge de la réunion du Conseil ministériel, le ministre des Affaires étrangères devrait présider les réunions de l'instance de suivi de la mise en œuvre des décisions et des engagements au niveau ministériel, la commission ministérielle arabe à composante non limitée de soutien à l'Etat de Palestine. Il présidera aussi la commission ministérielle chargée de l'examen des propositions soulevées par le président de la République au sujet de la modernisation, du développement et du renforcement de la performance de la Ligue arabe.

Mohamed Mecelti

RÉUNIONS PRÉPARATOIRES DU SOMMET ARABE

Le rôle fédérateur de l'Algérie salué

LES EFFORTS consentis par l'Algérie en faveur du retour de la Syrie à la Ligue Arabe et son rôle fédérateur durant sa présidence du dernier Sommet arabe, ont été salués, avant-hier soir à Djeddah, par le ministre syrien de l'Economie et du commerce extérieur, Samer Al Khalil.

Dans son intervention à la réunion du Conseil économique et social tenue en prévision de la réunion du Sommet arabe, a exprimé ses « vifs remerciements à la République algérienne démocratique et populaire pour les efforts importants consentis lors de sa présidence de la précédente session (Sommet arabe)», couronnée par de nombreuses décisions qui traduisent l'importance de l'action arabe commune.

«Des générations au sein de nos pays arabes ont été imprégnées des valeurs d'appartenance à la nation arabe et des relations fraternelles unissant les enfants d'une même nation, une réalité que le Sommet d'Alger a mis en évidence », a-t-il soutenu.

L'Algérie a réussi, depuis qu'elle assure la présidence du Conseil de la Ligue arabe au sommet, à mettre fin aux dissensions arabes et à resserrer les rangs, ce qui a abouti au retour de la Syrie au sein de l'organisation arabe et donné lieu à un regain de dynamisme notamment en faveur de la question palestinienne qui est revenue en force sur le devant de la scène, et au rapprochement entre les factions palestiniennes.

La 31e session ordinaire du Sommet arabe d'Alger, tenue début novembre dernier, a constitué une halte charnière, dont les conclusions ont porté sur l'impératif de permettre à la Syrie de retrouver à nouveau son siège à la Ligue arabe, eu égard à son histoire et à ses potentialités lui permettant d'apporter une valeur ajoutée à l'action arabe commune.

L'Algérie a consenti des efforts colossaux en vue de permettre à la Syrie de retrouver son siège au sein de la Ligue arabe. Le Président Tebboune n'a eu de cesse de souligner également que la Syrie, qui est un membre fondateur de cette organisation, ne peut être écartée de son environnement arabe, et l'Algérie a mis tout son poids diplomatique ainsi que son expérience dans la gestion des crises et pour le règlement des différends et le rapprochement des vues jusqu'à la réalisation de l'objectif escompté.

Le président syrien Bachar Al-Assad avait mis, de son côté, en exergue notamment le rôle '' crucial'' qu'a joué l'Algérie en faveur du retour de la Syrie à la Ligue Arabe, présentant, lors d'un entretien téléphonique avec le président de la République Abdelmadjid Tebboune, ses «vifs remerciement», pour les efforts incessants qu'a consenti Alger dans le cadre de sa présidence du Sommet arabe.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi un appel téléphonique de son frère, le président de la République arabe syrienne, pays frère, M. Bachar al-Assad lors duquel il lui a fait part de ses vifs remerciements et de son estime pour les efforts incessants consentis par Monsieur le Président pour permettre à la Syrie de retrouver, dans le cadre de la présidence algérienne du Sommet arabe, son siège à Ligue arabe, et souhaité au peuple algérien davantage de progrès et de prospérité», avait indiqué un communiqué de la présidence de la République.

Il est à noter que la Syrie a officiellement réintégré son siège à la Ligue arabe après en avoir été écarté en 2011. Cette annonce a été faite le 8 mai courant par les ministres arabes des Affaires étrangères lors d'une réunion au siège de la ligue.

«Les délégations du gouvernement de la République arabe de Syrie siègeront de nouveau à la Ligue arabe», avait indiqué le texte voté à l'unanimité à huis clos à la Ligue arabe, dans la capitale égyptienne.

Le président Bachar al-Assad est donc «le bienvenu s'il le veut» au sommet annuel des chefs d'État de l'organisation panarabe le 19 mai à Jeddah, en Arabie saoudite, avait précisé le secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Aboul Gheit.

Cette décision survient sur fond de réconciliation entre l'Arabie saoudite et l'Iran et fait suite à d'intenses tractations au sein de la Ligue menées notamment par l'Algérie.

Damas a vu défiler récemment les représentants de pays arabes qui refusaient jusqu'alors de normaliser leurs relations avec la Syrie, certains faisant même du départ de M. Assad une condition sine qua non pour son retour dans le giron arabe.

Rappelant qu'en novembre 2011, 18 des 22 membres de la Ligue arabe avaient suspendu la participation du gouvernement syrien à leurs réunions. L'organisation panarabe avait également imposé des sanctions économiques à la Syrie et la fin des liaisons aériennes, après des mois de mesures économiques américaines et européennes contre des dirigeants et intérêts économiques syriens. L'Algérie avait refusé l'expulsion de la Syrie de la Ligue et a maintenu ses relations entières avec Damas.

M.M.

CONSEIL DE LA NATION

La loi monétaire et bancaire adoptée

LA LOI monétaire et bancaire a été soumise, hier, au vote du Conseil de la nation. Ses membres ont adopté, comme prévu, à l'unanimité ce texte de loi qui a pour but de renforcer la gouvernance et des prérogatives de la Banque d'Algérie ainsi que la modernisation du système bancaire.

A l'occasion, le ministre des Finances a rappelé l'importance des dispositions contenues dans cette loi ainsi que les perspectives qu'elle ouvre en matière de développement et de diversification des produits bancaires ainsi que dans l'accompagnement des mutations marquant le secteur bancaire.

« Cette loi tient compte de l'impact de l'évolution technologique sur le secteur bancaire notamment en ce qui concerne l'introduction de la monnaie numérique à la banque et l'encadrement de la dématérialisation des transactions avec les établissements bancaires et les prestataires des services de paiement », a-t-il souligné.

Pour sa part, la Commission des affaires économiques et financières a souligné, dans son rapport, le rôle de cette loi dans le renforcement de la dynamique engagée par les pouvoirs publics en vue d'édifier une Algérie nouvelle basée sur l'économie de la connaissance, le numérique, la promotion de l'économie verte et l'utilisation massive des technologies modernes.

H.B.

LOI SUR LES RÈGLES DE COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Le quitus des sénateurs

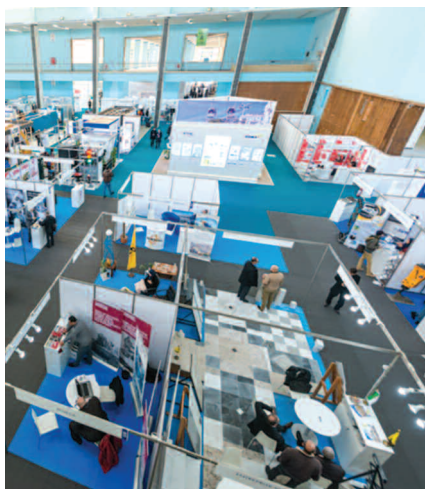
LES MEMBRES du Conseil de la nation ont adopté, hier à l'unanimité, la loi sur les règles de comptabilité publique et de gestion financière, un texte qui vise principalement à conférer davantage de transparence à la gestion pour un suivi optimal et plus efficace des finances publiques.

L'adoption de cette loi est intervenue lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence, du ministre des Finances, Laaziz Faid et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

A l'issue du vote, M. Faid a souligné que cette loi «vient remédier à des insuffisances majeures qui limitaient le rôle du système de comptabilité comme outil moderne de gestion des finances publiques», ajoutant qu'elle permettra «d'introduire les normes comptables internationales dans le système national afin d'améliorer la performance dans la maitrise du prévisionnel comptable, de définir la responsabilité de chaque intervenant dans le processus des entrées et des sorties d'argent, et de fournir des informations de qualité pour une meilleure gestion des dettes et de la trésorerie», a-t-il ajouté.

Dans son rapport complémentaire, la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation a expliqué que le texte de loi vise à améliorer l'efficacité dans la gestion de l'argent public à travers la bonne gouvernance, notamment en ce qui concerne la qualité des opérations d'élaboration du prévisionnel comptable et l'implication de tous les intervenants au processus des entrées et sorties d'argent.

H.B.



LE SALON INTERNATIONAL MICA 2023 OUVRE SES PORTES

Un espace de rencontres autour de l'industrie minière

LA 4e ÉDITION du Salon International des Mines et Carrières (MICA 2023) a été inaugurée hier, au palais des expositions, avec la participation de 40 exposants, alors que 2 000 visiteurs sont attendus durant ces trois jours.

L'évènement a été marqué par la présence de grands opérateurs du secteur industriel, à l'instar du Manadjim El Djazaïr (Manal) spécialisé dans la recherche, l'exploration, le développement, et l'exploitation du domaine minier et la commercialisation de ses produits, avec un capital social de 5 milliards de dinars ainsi que le groupe sidérurgique «Tosyali » qui avait exporté, fin 2022, plus de 1,1 million de tonnes de produits sidérurgiques, avec des recettes dépassant les 800 millions de dollars.

Des acteurs du domaine associatif ont aussi pris part à cet évènement, notamment les associations engagées dans le secteur environnemental, à l'instar de « Energy Cities » qui vise, à travers sa participation, l'Information des différents acteurs territoriaux autour des enjeux et des défis liés à l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la protection de l'environnement. En se basant, également, sur la coopération avec les institutions nationales spécialisées pour favoriser les échanges et promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables au niveau local.

Des étudiants et les jeunes à la recherche des opportunités d'emploi figurent également parmi les visiteurs du Salon, profitant ainsi l'occasion pour s'informer sur les différentes entreprises exposantes, afin de multiplier leur chance de décrocher un poste d'emploi.

Le MICA offre surtout aux professionnels du secteur un espace de rencontres des différents acteurs nationaux et internationaux, afin de déboucher sur d'éventuelles opportunités d'affaires et de partenariats. Il permettra également la découverte des nouveaux produits et innovations techniques lors d'ateliers libres d'accès animés par les experts du secteur, ainsi que l'échange et le dialogue avec les experts du secteur.

En outre, cet évènement rassemble les décideurs et les opérateurs du secteur pour accompagner et encourager l'essor de l'industrie minière, il regroupe aussi les compagnies minières, des experts dans l'industrie chimique, des travaux publics, ainsi que les exploitants de carrières et les investisseurs.

Rim Boukhari

18e ÉDITION DU SIEE-POLLUTEC

Des solutions innovantes exposées

Le Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau (SIEE)-Pollutec est un espace de rencontre par excellence des professionnels du secteur de l'hydraulique, lesquels contribueront à l'amélioration du service public.



C'est ce qu'a indiqué le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, qui a procédé, en compagnie de ses homologues de l'Agriculture, de l'Industrie et de l'Environnement, à l'inauguration officielle de la 18e édition de Pollutec. Cette édition, qui a regroupé 140 exposants, dont des étrangers venus de 14 pays, a été l'occasion pour les opérateurs du secteur de présenter leurs solutions innovantes au service de l'eau et de l'irrigation.

En effet, selon le premier responsable du département de l'Hydraulique, ce Salon est une occasion de regrouper tous les acteurs clés, algériens et internationaux, des secteurs de l'eau, et ce dans l'objectif d'échanger les expériences et surtout de présenter les innovations et les nouveaux équipements dans le secteur. M. Derbal a aussi salué, dans sa déclaration à la presse, la forte participation des opérateurs. En effet, 140 exposants prennent part à cette édition, dont 14 pays, à savoir l'Allemagne, la Belgique, les Emirats arabes unis, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, le Brésil, la Chine, la Suisse, les Etats-Unis et un pavillon officiel pour la Turquie. Cette forte participation démontre, selon le ministre de l'Hydraulique, l'ouverture de notre pays à tous. « Cette participation explique l'ouverture de l'Algérie, du marché algérien et du secteur de l'hydraulique, à même d'améliorer le service public à travers ces espaces de concertation entre les professionnels du secteur », a-t-il précisé, signalant le fait que tous les segments du secteur sont représentés dans cet événement, notamment dans leur volet relatif à l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement et l'irrigation agricole.

Ce rendez-vous annuel des professionnels du secteur de l'hydraulique est surtout une occasion pour les opérateurs d'exposer leurs produits et de présenter leurs nouveaux services. Sachant que le problème des fuites d'eau sur le réseau occasionne beaucoup de pertes, constituant ainsi un défi pour les opérateurs de gestion des réseaux d'eau potable, des opérateurs ont développé des solutions innovantes de manière à remédier à ce fléau. C'est le cas de la société mixte Sensus, laquelle a présenté sa « Smart Ball », qui est un capteur intelligent permettant d'identifier les fuites au niveau des conduites d'eau. Selon le DG de la société, Ardjan Abdelhakim, à travers cette technique, la détection des fuites d'eau dans la canalisation et y remédier est une tâche facile. « La smart ball permet de localiser la fuite d'eau et d'intervenir d'une manière plus précise et surtout économique », a-t-il précisé, expliquant que la boule lancée dans la canalisation détecte la fuite au millimètre près au niveau de la canalisation. Une solution déjà présentée à l'Algérienne des eaux, à la SEAAL, à la SEOR, lesquelles ont exprimé leur intérêt. « On a convenu de faire un site pilote pour essayer le produit avant de le généraliser par la suite », a-t-il précisé, soulignant les coûts élevés de la détection et la réparation des fuites d'eau sur le réseau.

Le Groupe Chiale, spécialisé dans la fabrication de canalisations thermoplastiques, lequel présente des solutions dans plusieurs domaines d'activité, à l'instar de l'eau et de l'agriculture, propose, pour sa part, une canalisation sans fuites pour le réseau eau. C'est ce qu'a affirmé le P-DG du groupe, Toufik Chiali, soulignant la disponibilité du groupe à offrir ses services en termes d'installation des stations de dessalement d'eau de mer. « Il y a beaucoup de pertes dans nos réseaux. Raison pour laquelle nous proposons un système adapté avec un réseau à zéro perte à condition qu'il soit bien placé », a expliqué ce responsable, affirmant qu'il y a beaucoup de réseaux à réhabiliter.

Des équipements permettant l'utilisation rationnelle de l'eau, notamment dans le secteur de l'agriculture, ont aussi été présentés lors de ce Salon, qui prendra fin demain.

Lilia Aït Akli

PARTENARIAT ALGÉRO-BELGE

L'Algérie produira du lait infantile

LE PROJET de construction d'une usine de fabrication de lait infantile se concrétise. Un protocole d'accord entre la société algérienne Achir, spécialisée dans la fabrication de lait et dérivés, et la société belge Ninolac international SA a été signé, avant-hier soir, à Alger, l'objectif étant la réalisation de la première usine de fabrication de lait pour nourrissons et de farine infantile en Algérie.

Ce projet, le premier du genre, sera implanté à Aïn Boucif, à 120 km au sud-est du chef-lieu de la wilaya de Médéa. Dépendante de l'importation de ce produit, l'Algérie va se lancer avec son partenaire belge dans la production locale du lait infantile.

Le document a été signé par le directeur général de la société algérienne, Mohamed Cherfaoui, et le directeur des ventes de la société belge, Gilles Crahay, en présence du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, et du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula.

En vertu du présent accord, il sera procédé à la création d'une unité industrielle dans la commune d'Aïn Boucif (Médéa), équipée en matériels logistiques de pointe, en collaboration avec des partenaires européens, en vue de conditionner le lait pour nourrissons et la farine infantile, selon les explications fournies lors de la cérémonie de la signature.

Ce projet permettra d'assurer un bon taux d'intégration de ce produit vital et un transfert technologique dans cette spécialité dans la majeure partie des chaînes de production, selon les responsables du projet qui se veut, selon eux, « un saut qualitatif » dans le domaine de l'industrie agroalimentaire, en ce sens qu'il apportera un bénéfice et des effets positifs sur l'approvisionnement du marché national. Il convient de rappeler que la réalisation de ce projet vient en application de l'instruction du président de la République, qui avait instruit de lancer immédiatement la mise en œuvre du projet de réalisation d'un complexe spécialisé dans la production de lait infantile. Une instruction qui a été tout de suite suivie par le lancement des consultations par le ministère de l'Industrie avec les secteurs et organismes concernés pour la réalisation de ce projet.

L'ex-ministre de l'Industrie avait, lors d'une réunion de concertation, souligné le besoin du marché national d'investir dans ce domaine vital et de remplacer le lait en poudre importé des pays européens par un produit fabriqué localement. Il avait alors affirmé que le lait infantile est un produit industriel stratégique et sensible.

L. A. A.

FACE À L'AUGMENTATION DES INCENDIES DE FORÊT

Les experts insistent sur la prévention

Le phénomène des incendies de forêt prend en Algérie des proportions alarmantes d'année en année. Ces feux sont responsables de drames, de tragédies et de dégâts matériels considérables. Souvent, ils sont considérés comme de véritables catastrophes, non seulement sur le milieu forestier, la faune et la flore, mais aussi sur l'économie du pays, et ce en raison de la destruction de fermes, d'infrastructures et d'espaces agricoles.

Contacté par le Jeune Indépendant, Mohamed Ghefar, chercheur à l'Institut national de recherche forestière (INRF), a affirmé la nécessité d'adopter des mesures préventives pour faire face à ce fléau, en mettant l'accent sur les causes de ces incendies, dont la plupart sont d'ordre humain.

«Il y a dix ans, les incendies de forêt ne se propageaient pas aussi rapidement ni aussi violemment qu'aujourd'hui. Il est clair qu'ils deviennent de plus en plus graves à tout égard. Ils augmentent en taille, se propagent plus rapidement et se produisent dans des zones qui étaient autrefois considérées comme à l'abri des incendies. En fait, de nombreuses zones boisées, qui connaissent aujourd'hui des incendies de forêt fréquents et dévastateurs, étaient autrefois considérées à faible risque, comme la catastrophe qui est survenue l'année dernière au parc d'El-Kala», a déclaré le chercheur Mohamed Ghefar au Jeune Indépendant.

Dans le même sens, il a ajouté qu'»au cours de la dernière décennie, la situation a radicalement changé. L'incidence des incendies de forêt a considérablement augmenté et ils sont maintenant plus graves à tous les niveaux. Cela inclut leur taille, leur vitesse de propagation, leur intensité et les zones qu'ils affectent». Dans le détail, il a fait savoir que les causes de ce changement sont complexes et multifacettes. Le changement climatique, la sécheresse et l'augmentation du nombre de personnes vivant dans des zones propices aux incendies de forêt contribuent tous au problème. «Il est clair qu'une action urgente est nécessaire pour faire face à cette menace croissante et pour protéger nos communautés et nos environnements naturels contre une plus grande dévastation», a-t-il noté.

S'agissant de la gravité des incendies de forêt, le même responsable a expliqué : «Dans tout le territoire national, il y a eu une vague de chaleur prolongée, entraînant une végétation sèche plus susceptible de s'enflammer. Les conditions de sécheresse ont également été un facteur important. L'Algérie a connu peu ou pas de pluie pendant de longues périodes.»



Parmi les causes majeures soulevées, le chercheur a évoqué l'activité humaine, indiquant que «ces dernières années, les activités de loisir et le tourisme ont connu une augmentation significative. En effet, de plus en plus de personnes recherchent des connexions avec la nature pour des raisons de santé mentale, de bien-être et de ressourcement. Dans certains cas, des incendies criminels ont également été à l'origine de départs de feu. Par ailleurs, l'absence de débroussaillage, le manque d'entretien des bords de route et la négligence dans la suppression des débris végétaux favorisent l'accumulation de combustibles végétaux, contribuant à l'aggravation et la propagation des incendies et leur intensité».

QUELLES MESURES PRÉVENTIVES ET D'ALERTE ?

Selon le chercheur, le combat contre les incendies n'est clairement pas la solution. «Nous devons agir sur les variables que nous pouvons contrôler. Si nous continuons à accumuler des combustibles au sol, alors lorsque des incendies se produiront dans les conditions météorologiques que nous connaissons actuellement en raison du changement climatique, ces feux ne seront pas arrêtés par des interventions directes. Nous devons nous concentrer sur la prévention des incendies plutôt que sur leur extinction, en réduisant la quantité de combustibles présents dans les zones forestières et en améliorant les mesures de surveillance et d'alerte précoce. Cela nécessite une collaboration étroite entre les gouvernements, les organisations locales, les communautés et les experts en prévention des incendies afin de mettre en place des stratégies efficaces de prévention et de gestion des incendies forestiers», a-t-il affirmé.

Pour ce qui est des mesures préventives suggérées, Mohamed Ghefar a précisé que celle-ci doivent être prises sur plusieurs plans, à savoir individuel et national. Concernant le premier point, le chercheur a déclaré qu'»à l'échelle individuelle, les résidents, en particulier ceux qui vivent à proximité des zones forestières, peuvent effectuer un entretien saisonnier simple autour de leur maison, comme dégager la végétation sèche ou enlever les débris des gouttières. Une meilleure sensibilisation à la gestion basique des incendies, y compris l'élimination adéquate des mégots de cigarette et des objets présentant un risque d'incendie, pourrait considérablement réduire le risque d'incendies».

Sur le plan national, il a évoqué la gestion forestière qui consistent en des pratiques appropriées de gestion forestière telles que la création et l'aménagement de couloirs coupe-feu par des plantations fruitières, le brûlage dirigé avant chaque saison d'incendies, procéder aux techniques d'aménagement paysager qui intègrent des plantes et des arbres résistant au feu (caroubier, pistachier, acacia….) qui peuvent aider à réduire le risque de propagation du feu, l'apport de la technologie dans les systèmes de surveillance, qui comprend la cartographie des zones à risque, la simulation de propagation du feu et la détection précoce des feux. «L'utilisation de la technologie dans la prévention des feux de forêt permet une meilleure compréhension des risques et une meilleure planification de la réponse, ce qui peut aider à réduire les pertes économiques, environnementales et humaines causées par ces incendies», a-t-il souligné.

AGIR SUR L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION

D'après le chercheur, les humains sont responsables en moyenne de 80 % de tous les incendies de forêt. «La majorité de ces incendies sont causés par des activités humaines, que ce soit intentionnellement ou accidentellement. Les principales causes humaines des incendies de forêt incluent les cigarettes jetées, les feux de camp sans surveillance, les pratiques agricoles non contrôlés, les étincelles d'équipement et l'incendie criminel. Ces incendies d'origine humaine peuvent avoir des conséquences dévastatrices, entraînant la perte de maisons, d'infrastructures et de ressources naturelles, tout en représentant des risques pour la vie humaine et la nature», a-t-il ajouté. Evoquant les raisons du pourcentage élevé des incendies de forêt d'origine humaine, M. Ghefar a précisé que «l'une des principales raisons est le manque de sensibilisation et de négligence concernant les pratiques de sécurité incendie. De nombreux incendies commencent en raison d'un comportement imprudent. Dans certains cas, les individus ne comprennent peut-être pas pleinement les risques potentiels et les conséquences de leurs actions, ce qui entraîne l'allumage accidentel des incendies. Pour aborder la question des incendies de forêt d'origine humaine, il est nécessaire d'adopter une approche globale. Cela implique de promouvoir l'éducation à la sécurité incendie et des campagnes de sensibilisation pour s'assurer que les individus comprennent l'importance d'un comportement responsable dans les zones à risque d'incendie. Cela comprend l'éducation des personnes sur les restrictions liées aux feux, l'élimination appropriée des matériaux inflammables et les dangers des activités imprudentes pouvant déclencher des incendies».

Par ailleurs, il a estimé que l'application des réglementations relatives aux incendies de forêt et la mise en place de sanctions plus strictes pour ceux qui se livrent à des activités causant des incendies sont également des aspects importants. «Cela peut servir de dissuasion et encourager les individus à agir de manière responsable et à prendre les précautions nécessaires pour prévenir les incendies.

La collaboration entre les organismes gouvernementaux, les organisations communautaires et les individus est essentielle pour lutter efficacement contre le problème des incendies de forêt d'origine humaine. En travaillant ensemble pour promouvoir les pratiques de sécurité incendie, sensibiliser et favoriser un sentiment de responsabilité, nous pouvons réduire considérablement le nombre d'incendies de forêt causés par l'homme et protéger nos forêts et nos communautés contre leurs impacts dévastateurs», a-t-il conclu.

Samia Acher

ALIMENTATION EN EAU POTABLE À MÉDÉA

Installation d'une station de traitement au barrage Essafi

LE PROBLÈME de stress hydrique qui sévit depuis plusieurs mois à travers la région de Médéa, notamment dans ses parties sud et est du territoire de la wilaya, a engendré une situation de pénurie d'eau potable dans plusieurs agglomérations parmi celles alimentées à partir du barrage de Koudiet Acerdoune, dont le niveau de remplissage a connu une baisse considérable faute d'apport pluviométrique pendant la saison hivernale et même au-delà. Pour remédier à cette situation de manque d'eau potable, qui touche plus particulièrement la ville de Béni-Slimane, la direction générale de l'Algérienne des eaux (ADE) a dû recourir à la solidarité entre les unités relevant de sa gestion pour mettre à disposition de l'unité ADE de Médéa une station monobloc de traitement d'eau au niveau du barrage d'irrigation Essafi. Une station de traitement dont le rôle est de «rendre l'eau conforme aux normes de potabilité afin qu'elle puisse être utilisée par l'homme».

Selon un communiqué de l'unité ADE de Médéa, la station de traitement de l'eau mobile a été déplacée du barrage de Tichy, dans la wilaya de Béjaïa, vers la wilaya de Médéa et a été mise à la disposition de l'ONID (Office national de l'irrigation et du drainage) du barrage Essafi de Béni Slimane, sous la supervision de la direction générale de l'ADE.

L'opération d'acquisition de la station de traitement, dont l'installation au niveau de la station de pompage du barrage Essafi de Béni Slimane a eu lieu le 14/05/2023, s'inscrit «dans le cadre de l'amélioration du service public en matière d'AEP et du déclenchement du programme d'urgence et d'anticipation mis en place pour faire face à la pénurie de la ressource et au phénomène de la sécheresse».

D'une capacité de production de 4 000 m3 par jour, la station de traitement va «permettre de renforcer l'opération de distribution d'eau potable au niveau de la commune de Béni Slimane et de couvrir les besoins de la population d'une manière régulière et organisée», selon le même communiqué.

La station de traitement monobloc mobile, dont le débit est de 50 l/s (litres par seconde) est l'une des dernières versions technologiques en la matière. Elle offre l'avantage d'être mobile et facile à déplacer, et elle est présentée comme un exemplaire rare en Algérie, ont expliqué des techniciens du secteur de l'hydraulique.

Nabil B.

BRICS, Occident et la nouvelle ligne de démarcation Est-Ouest

Dans la conjoncture internationale actuelle, il devient plus que jamais évident que rien ne sera effectivement plus comme avant. La rage occidentale se renforce d'autant plus que l'écrasante majorité mondiale a refusé de manière claire à se joindre aux initiatives de l'axe otanesque à l'encontre de la Russie. Plus que cela, des processus que l'establishment atlantiste pensait ne pas avoir à observer encore nombre d'années – se déroulent désormais sous nos yeux. Pendant ce temps, la ligne de démarcation continue d'être tracée.



Par Mikhail Gamandiy-Egorov

L'opération militaire spéciale lancée par la Russie en février de l'année dernière a eu le mérite de mettre en évidence toute l'extrême malhonnêteté de l'Occident. Et pas seulement vis-à-vis de la Russie, dans le cadre des engagements non tenus par l'espace occidental, et ce depuis les années 1990 et tout au long de la période récente, y compris dans le cadre des Accords de Minsk. L'Occident ou en d'autres termes – l'extrême minorité planétaire – n'a eu d'autre choix que de dévoiler pleinement son hideux visage vis-à-vis de l'écrasante majorité des peuples du monde.

Notamment quant au fait que les diverses situations de crise à l'échelle internationale, du Moyen-Orient jusqu'en Afrique, si souvent créées directement par la politique occidentale, ne méritent pas une attention particulière de cette minorité qui s'était autoproclamée comme étant la prétendue «communauté internationale» – qu'elle n'est aucunement, ne l'a jamais été et ne le sera pas. Mais du moment que les intérêts de l'Occident se retrouvent impactés car le temps de l'impunité est effectivement terminé – l'humanité tout entière doit écouter jour et nuit les pleurnicheries de l'establishment otanesque.

Quant à l'Ukraine, l'une des républiques ex-soviétiques les plus développées économiquement au moment de la fin de l'URSS et devenue rapidement l'un des pays les plus pauvres d'Europe, il est devenu plus que jamais clair que le projet occidental pour Kiev ne représente qu'une énième arnaque, mais d'une énorme envergure. Lorsqu'on pense notamment que les dépenses de l'axe otanesque destinées à armer le régime fantoche kiévien dans la guerre par procuration de l'Otan contre la Russie – auraient pu justement servir, depuis plusieurs années, à donner à l'Ukraine une impulsion économique et faire profiter sa population, incapable de sortir du marasme économique depuis les années 1990 et à ce jour.

Mais les objectifs réels de l'Occident, derrière les belles paroles de démocratie et de liberté, n'ont effectivement jamais visé à créer des «success stories» dans les pays passant sous sa bulle. Très loin de là. Le seul intérêt pour ces pays a toujours été uniquement de les exploiter contre les principaux adversaires de la domination et du diktat de l'Occident. D'ailleurs, certains autres pays concernés par cette expérimentation occidentale, notamment les anciennes républiques soviétiques de Géorgie ou de Moldavie, commencent aujourd'hui de plus en plus à le réaliser. Et à faire les bonnes conclusions. Soit au niveau d'une partie de leur leadership (dans le cas géorgien), soit au niveau de l'opposition et de la société civile (dans le cas moldave).

De manière générale, le petit monde occidental qui observe les événements en cours, non seulement géopolitiques, mais également géoéconomiques, d'autant plus désormais en mode d'accélération, avec vive inquiétude, comprend malgré toute l'arrogance qui le caractérise qu'il faudra bien accepter, d'une manière ou d'une autre, la nouvelle ligne de démarcation Est-Ouest. Ou plus particulièrement entre le bloc de l'ordre multipolaire international d'un côté et des nostalgiques de l'unipolarité de l'autre.

D'ailleurs, même les poids lourds de la propagande occidentale, dont le très célèbre magazine US Foreign Policy, laisse désormais passer le message qu'il faudra bien négocier avec la participation des puissances non-occidentales, plus particulièrement celles des BRICS, y compris sur le dossier «ukrainien». Confirmant par la même occasion les dires récents des principaux éléments du régime kiévien qui parlent d'une pression accrue de nombre de pays, à ce que le régime négocie.

L'amertume avec laquelle les héritiers du coup d'Etat du Maïdan reconnaissent cette réalité n'est évidemment et aucunement liée au fait que le régime de Kiev aura à céder des territoires qui historiquement n'avaient et n'ont rien «d'ukrainien», mais évidemment cela signifiera une baisse significative des financements occidentaux, ayant favorisé leur enrichissement personnel sur le sang de leur propre population.

Il est donc aujourd'hui totalement évident que la ligne de démarcation sera tracée. La question qui reste encore ouverte étant uniquement – où et quand. Du côté de la Russie, la modération reste de mise et ce malgré le fait de devoir faire face à une coalition otanesque de plusieurs dizaines de régimes ennemis. Si les Forces armées russes avaient le feu vert d'appliquer la méthode de l'Otan, à savoir tout raser sans aucune distinction – la ligne de démarcation serait déjà au plus proche des frontières de l'axe otanesque. Surtout lorsqu'on sait que les régimes occidentaux soutiennent et organisent pleinement des actes terroristes pouvant déboucher sur un affrontement nucléaire.

Mais la Russie travaille sur la durée. Et vraisemblablement préfère ne pas avoir à engager tout son potentiel afin de permettre à l'humanité d'encore mieux réaliser ce qui se joue aujourd'hui. D'ailleurs les processus de paix à divers endroits du monde non-occidental, déjà confirmés ou en phase de finalisation, démontrent toute l'importance de la retenue russe. Car pendant que le parasitage occidental reste concentré sur son laboratoire d'expérimentation en Ukraine – les peuples non-occidentaux applaudissent les événements qui concernent aujourd'hui la Syrie, la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite, pour ne citer qu'eux.

Quant aux régimes fantoches créés et installés par l'Occident – il ne leur restera pas longtemps à vivre lorsqu'un minimum de sagesse sera retrouvé par les peuples victimes de cette énième arnaque occidentale. Et pour cela – effectivement pas besoin de raser. De nombreux objectifs sauront être atteints autrement. D'où – la rage justement de ce petit monde occidental. Et les tentatives de pousser par tous les moyens les partisans de l'ordre multipolaire actuel à la faute.

Mikhail Gamandiy-Egorov

UKRAINE

Une mission de paix menée par six dirigeants africains

Cyril Ramaphosa se rendra avec cinq autres chefs d'Etat africains à Moscou et Kiev pour tenter de «trouver une solution pacifique» au conflit ukrainien, a-t-il annoncé. Une déclaration qui intervient sur fond de tensions entre Pretoria et Washington. Une mission de paix menée par six dirigeants africains partira «dès que possible» en Ukraine et en Russie pour tenter de «trouver une solution pacifique au conflit dévastateur», a annoncé le président sud-africain Cyril Ramaphosa.



Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky ont «accepté de recevoir la mission et les chefs d'État africains, à Moscou et à Kiev», a déclaré Cyril Ramaphosa lors d'une conférence de presse au Cap. «J'ai convenu avec le président Poutine et le président Zelensky de commencer à préparer les engagements avec les chefs d'État africains», a-t-il poursuivi. La mission inclura, outre l'Afrique du Sud, le Sénégal, la Zambie, le Congo, l'Ouganda et l'Egypte. L'Afrique du Sud s'est abstenue à l'ONU Les pays africains ont été moins catégoriques que les grandes puissances occidentales face à la guerre en Ukraine. Des pays comme le Sénégal et l'Afrique du Sud se sont ainsi abstenus à l'ONU lors du vote d'une résolution condamnant l'action de la Russie. Cyril Ramaphosa, qui a précisé qu'il s'était entretenu au cours du week-end avec ses homologues russe et ukrainien lors d'«appels téléphoniques séparés», a dit espérer «des échanges soutenus avec les deux dirigeants» au cours de la mission.

Ramaphosa dénonce les pressions occidentales

La veille, Cyril Ramaphosa s'était indigné que Pretoria subisse des «pressions extraordinaires» pour choisir son camp. Proche du Kremlin depuis l'époque de la lutte contre l'apartheid, l'Afrique du Sud a toujours refusé de condamner Moscou, affirmant rester «neutre» et vouloir privilégier le dialogue. Cette position a irrité sur la scène internationale, d'autant que Pretoria a accueilli des exercices navals avec la Russie et la Chine en février, peu avant le premier anniversaire de l'invasion russe, ravivant les inquiétudes occidentales. L'annonce d'une mission africaine survient par ailleurs après de récentes tensions entre Pretoria et Washington autour de la question russe. L'ambassadeur américain en Afrique du Sud a affirmé la semaine dernière qu'un cargo russe avait accosté en décembre près du Cap pour repartir vers la Russie chargé d'armes et de munitions. Le gouvernement sud-africain a déclaré qu'il n'existait aucune trace de ventes d'armes approuvées par l'Etat à la Russie sur la période en question et le président Ramaphosa a annoncé l'ouverture d'une enquête sur l'affaire. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a été informé du projet de mission de paix africaine «et l'a accueilli favorablement», a encore précisé Cyril Ramaphosa.

R. I.

PILLAGES, COMBATS FRATRICIDES, FLOT DE RÉFUGIÉS

Le chaos règne au Soudan

LES COMBATS font rage au Soudan depuis un mois entre l'armée et les paramilitaires. Le conflit a fait plus de 1 000 morts et environ un million de déplacés. Les habitants sont également privés d'aide humanitaire. Frappes aériennes et explosions ont de nouveau secoué le Soudan ce 15 mai, un mois après le début de la guerre pour le pouvoir entre deux généraux. Un conflit qui menace de dégénérer encore, au risque de déstabiliser la région. Les combats entre l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdane Daglo ont fait près d'un millier de morts, et environ un million de déplacés et réfugiés. Dans la nuit, les deux rivaux ont haussé le ton : le chef de l'armée a entamé une purge au sein des forces de sécurité, de la Banque centrale et des ministères. Et, surtout, il a annoncé le gel de tous les comptes bancaires des FSR, connues pour leur empire commercial basé sur les mines d'or. En réponse, dans un enregistrement sonore, le général Daglo a promis à son adversaire qu'il serait «jugé rapidement et pendu sur une place publique». A Khartoum, raids aériens et tirs à l'artillerie lourde n'ont pas cessé depuis un mois. Ses cinq millions d'habitants sont quasiment privés d'eau et d'électricité. Et au Darfour, dans l'ouest, les familles sont terrées chez elles, incapables de sortir pour acheter à manger par peur des balles perdues. Dans cette région où les armes sont légion depuis la guerre qui a fait environ 300 000 morts dans les années 2000, militaires, paramilitaires, combattants tribaux et civils armés s'affrontent partout. Dans la seule ville d'El-Geneina, 280 personnes sont mortes les 12 et 13 mai, rapporte le syndicat des médecins. «Des maisons voisines ont été entièrement détruites dans les bombardements», rapporte à l'AFP un habitant. Le 14 mai, «ma maison a été touchée et ma sœur blessée». «On nous rapporte que des snipers tirent sur quiconque sort de chez lui», assure à l'AFP Mohamed Osman, de Human Rights Watch (HRW). Pris au piège, «des gens blessés dans des combats il y a deux semaines meurent chez eux». Les civils privés d'aide humanitaire Médecins sans frontières (MSF) souligne que dans les camps de déplacés, «les gens sont passés de trois repas par jour à un seul». A Djedda, en Arabie saoudite, les belligérants négocient une trêve «humanitaire» pour laisser sortir les civils et faire entrer l'aide. Mais ils se sont uniquement entendus sur le principe du respect des règles de la guerre, renvoyant la question de l'arrêt des hostilités à de futures «discussions élargies». Mais «à peine l'accord de Djedda signé, le chaos a éclaté à El-Geneina», rappelle William Carter, du Norwegian Refugee Council. «Rien n'a changé depuis le début du conflit, si ce n'est que les gens sont de plus en plus tendus chaque jour», confie à l'AFP un habitant de Khartoum. «La violence des deux camps augmente de jour en jour», renchérit un autre.

VERS UNE CRISE INCONTRÔLABLE EN EGYPTE ?

Un tiers des 45 millions d'habitants dépendaient de l'aide alimentaire internationale avant la guerre. Ils en sont désormais privés : elle a été pillée ou interrompue à la suite de la mort de 18 humanitaires. L'ONU a néanmoins annoncé ce 15 mai ses «toutes premières distributions de nourriture» dans l'Etat d'Al-Jazira, où se trouve une bonne part du demi-million de déplacés de Khartoum. L'argent manque parce que les banques, pillées pour certaines, sont fermées depuis un mois, ou parce que les prix ont flambé, multipliés par quatre pour la nourriture ou par 20 pour l'essence. Les deux militaires paraissent donc plus intéressés par un long conflit que par des concessions à la table des négociations. Des milliers de réfugiés entrent chaque jour en Egypte, au Tchad, en Ethiopie ou au Soudan du Sud. L'Egypte, qui traverse la pire crise économique de son histoire, s'inquiète.

Les autres pays voisins redoutent une contagion. A Khartoum, l'aéroport est détruit, les centres commerciaux pillés et les administrations fermées «jusqu'à nouvel ordre». Ce qu'il reste du service public s'est replié à Port-Soudan, à 850 kilomètres à l'est de Khartoum, une ville épargnée par les violences et où une équipe réduite de l'ONU tente de négocier l'acheminement de l'aide humanitaire.

R. I.

SUR TELEGRAM

La CIA invite les Russes à lui livrer des renseignements via le Darknet

L'AGENCE de renseignement américaine a diffusé un clip sur les réseaux sociaux, incitant les Russes qui seraient mécontents de la politique de leur gouvernement à communiquer via le Darknet des renseignements sur leur pays. «Est-ce la vie dont je rêvais ? Est-ce le chemin que j'ai choisi ? Pourquoi les vies de certaines personnes sont plus importantes que d'autres ? Et qui décide de cela ?» Ainsi débute une vidéo mise en ligne par la CIA le 15 mai, notamment sur Telegram et Twitter. Dans ce clip en russe, le service de renseignement extérieur des Etats-Unis met en scène «des Russes fictifs prenant la décision difficile, mais importante, de contacter secrètement la CIA», précise l'agence sur une page Telegram dédiée. En l'occurrence, un fonctionnaire russe et sa femme qui n'ont apparemment pas une vie correspondant à leurs rêves.

La vidéo suggère que les Russes peuvent agir pour améliorer les choses en fournissant des renseignements à la CIA... tout en restant selon elle des patriotes. Elle montre aussi comment procéder, en utilisant le navigateur Tor pour accéder au dark web et des outils de cryptage des communications. «A la CIA, nous avons le devoir solennel de protéger ceux qui travaillent avec nous dans le monde entier», assure l'agence sur Telegram. Trahir son pays : la CIA veut convaincre les hésitants de sauter le pas La CIA a déjà utilisé d'autres réseaux sociaux, mais elle se concentre désormais sur le réseau crypté Telegram, car il s'agit du principal moyen pour les Russes de s'informer sur tous les sujets, de la politique à la guerre en Ukraine, explique auprès de l'AFP un responsable de l'agence américaine. Les services de Langley espèrent ainsi qu'en montrant des moyens simples de faire fuiter des informations sur le dark web, ils convaincront «les hésitants de sauter le pas», relate l'agence de presse française. Ce responsable anonyme de la CIA assure que les Etats-Unis ne chercheraient pas à provoquer une insurrection ou un changement de régime en Russie, mais espèrent «que certains Russes verront un moyen d'aider leur pays à aller de l'avant», toujours selon l'AFP, en renseignant les services américains.

R. I.

SECTEUR DES TRANSPORTS À TIPASA

Les projets soumis à une commission parlementaire

LES PROJETS du secteur des Transports ont constitué le plus gros des préoccupations soumises aux membres d'une mission parlementaire d'information en visite dans la wilaya de Tipasa, dans le cadre d'un programme élaboré par la Commission des Transports et des Télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN).
Vu son importance économique et sociale, le secteur des Transports a constitué l' « axe majeur » de la rencontre ayant réuni les membres de cette mission, conduite par le député Zakaria Belkheir, avec le wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta, le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Djelloul Hamich, et un nombre d'élus, directeurs exécutifs et acteurs de la société civile.
Les élus de l'APW de Tipasa et les associations participantes à cette rencontre ont plaidé, à l'occasion, pour le parachèvement de l'étude technique relative au projet de la ligne ferroviaire reliant la gare de Zeralda (Alger) à la ville de Gouraya, à l'extrême -Ouest de Tipasa, en passant par plusieurs communes, outre le lancement du projet du port Centre de Hamdania (Cherchell), « considérés parmi les projets structurants et stratégiques de nature à constituer une valeur ajoutée pour le développement économique et touristique de la wilaya », ont-ils estimé.
Les mêmes élus ont, également, appelé à une réflexion pour la programmation d'un projet de téléphérique au profit de la ville de Tipasa, pour faire face aux « encombrements monstres » dont elle est le théâtre, parallèlement à la revendication d'autorisations exceptionnelles pour les transporteurs privés, dans le but de mettre un terme au problème de transport dans la wilaya, notamment au niveau des zones isolées, nécessitant – selon eux – un renforcement de l'entreprise publique de transport urbain et suburbain, assurant actuellement ce service.
A noter que les membres de la délégation parlementaire se sont dits « satisfaits » quant à la couverture totale assurée par le transport scolaire.
S'agissant du secteur des Télécommunications, les participants à cette rencontre ont mis l'accent unanimement sur l'« amélioration significative », enregistrée dans le secteur. « Certaines insuffisances persistent encore et ne nécessitent pas de grands efforts pour y remédier », a relevé, néanmoins, un membre de l'APW, Yemnayene Youcef.
A l'issue de la rencontre, le président de la délégation parlementaire a souligné l' « impératif d'impliquer les citoyens, à travers leurs représentants, en application des instructions des autorités supérieures du pays ».
Cette mission d'information a clôturé sa visite dans la wilaya, après deux jours d'activités. Le premier jour a été consacré à l'écoute des préoccupations et doléances de toutes les parties concernées, tandis que la 2e journée a vu l'organisation de visites de terrain au niveau des communes de Tipasa, Cherchell, Koléa et Bou Ismail.

R.R

VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE L'APN À NAÂMA

S'enquérir de la situation du secteur de l'Education

Dans le but d'améliorer les conditions de scolarisation, une délégation de la Commission de l'éducation, de la formation et de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, relevant de l'Assemblée populaire nationale (APN), a entamé, avant-hier, une visite dans la wilaya de Naâma.



En effet, cette visite vise à s'enquérir des conditions de scolarisation des élèves dans les différents paliers de l'éducation nationale et des réalisations locales de ce secteur, a indiqué le Président de cette commission, Djeghloul Salah, ajoutant qu'il s'agit également d'examiner l'état des établissements scolaires, notamment les plus anciens, et les conditions de restauration, de transport et de chauffage des écoles, ainsi que d'autres services fournis aux élèves. Le même parlementaire a relevé que l'objectif de cette visite est de coordonner avec les autorités locales pour trouver des solutions aux lacunes observées dans le secteur et d'écouter les propositions et les avis des enseignants et des professionnels de l'Education nationale de la wilaya, notant qu'un rapport détaillé sera remis au président de l'APN.
Pour sa part, le wali de Naâma Lounes Bouzeghzi a souligné, lors d'une rencontre avec les membres de cette commission, les efforts fournis localement pour garantir les conditions de scolarisation adéquates, notamment au niveau des zones enclavées.
Le programme de cette visite se poursuivra et sera clôturé, mardi, touchant les communes de Naâma, Mecheria, El Kasdir, Aïn Safra, Djenine et Bourezg. **R.R**

TOURISME À EL-MÉNIAÂ

Plus de 22.400 touristes ont afflué cette saison

ENGOUEMENT des touristes vers le Sud saharien, pas moins de 22.478 touristes, nationaux et étrangers, ont convergé, au titre de la saison touristique saharienne (2022-2023), vers la wilaya d'El-Méniaâ, c'est ce qu'a indiqué, avant-hier, la direction du Tourisme et de l'Artisanat (DTA).
Ce flux, soit 21.782 touristes nationaux et 696 étrangers qui ont rallié la région au titre de l'actuelle saison touristique, clôturée avril dernier, est le fruit des facilités accordées par les pouvoirs publics aux touristes, notamment étrangers, en termes d'obtention du visa, a indiqué le directeur du secteur, Smail Lebssir.
A ces mesures vient se greffer la disponibilité des capacités d'accueil consistant notamment en trois structures hôtelières, sept dortoirs, une auberge de jeunes, soit une capacité d'accueil global de près de 734 lits.
La wilaya d'El-Méniaâ offre également d'importantes potentialités touristiques naturelles et archéologiques et diverses destinations, dont le vieux Ksar, le musée public national, l'ancienne église, ouverte à la satisfaction des touristes qui mettent à profit leurs séjours pour apprécier le coucher de soleil sur les berges du lac « Sebkhet El-Mellah », classée sur la liste Ramsar, lieu de prédilection des oiseaux migrateurs et sédentaires. Les touristes ayant séjourné dans la région ont également profité du programme mis au point en leur honneur consistant en l'organisation de randonnées et de soirées artistiques en plein air, agrémentées d'un menu culinaire traditionnel servi par des associations touristiques locales, a fait savoir M. Lebssir.
La wilaya d'El-Méniaâ compte trois agences touristiques, deux autres annexes d'agences chargées de l'organisation de séjours, ainsi que des ateliers recensant près de 1.148 artisans versés dans les différents segments, selon les données de la DTA.

R.R

PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL ALGÉRIEN

Installation d'un comité national contre le trafic illicite

L'Algérie se mobilise contre le pillage de son héritage culturel. La ministre de la culture et des arts Soraya Mouloudji a annoncé hier, l'installation d'un comité national qui aura pour mission de lutter contre le trafic illicite des biens culturels. Cette initiative vise à garantir la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO de 1970. Une mesure cruciale pour protéger les trésors historiques du pays et prévenir les exportations illégales.



La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a annoncé dans son allocution d'ouverture, à l'occasion de la clôture de la session de la formation portant le thème «Protection du patrimoine culturel et lutte contre le trafic illicite des biens culturels», qui s'est déroulé au Palais de la Culture Moufdi Zakaria, « l'installation du comité national chargé de suivre la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO de 1970 sur les mesures visant à interdire et à prévenir l'importation, l'exportation et le transfert illicites de biens culturels ».

La ministre a souligné que la protection du patrimoine culturel national contre toutes les formes d'agression ou de détérioration est une responsabilité partagée par tous. Elle a exprimé que « la préservation du patrimoine culturel est essentielle pour préserver l'identité et la souveraineté nationales de l'Algérie, en conformité avec les orientations du Président de la République algérienne, M. Abdelmadjid Tebboune ».

La lutte contre le trafic illicite des biens culturels est selon Mouloudji : « Un enjeu majeur, classant cette activité criminelle au troisième rang après le trafic de stupéfiants et d'armes ». La ministre a souligné « la nécessité d'intensifier les efforts pour mettre en œuvre des accords communs et établir des comités nationaux et régionaux afin de défendre le riche patrimoine de l'Algérie ».

LE PATRIMOINE CULTUREL OU L'IDENTITÉ ET L'AUTHENTICITÉ DU PEUPLE ALGÉRIEN

Elle a rappelé l'importance de cette initiative, affirmant que le patrimoine culturel représente l'une des marques civilisationnelles les plus importantes du pays, témoignant de l'identité et de l'authenticité du peuple algérien à travers les siècles.

La ministre a également fait savoir que « la responsabilité de préserver le patrimoine culturel ne repose pas uniquement sur un secteur, mais nécessite la coopération de divers acteurs et secteurs, unissant ainsi les efforts et les volontés dans les domaines culturel, civilisationnel et sécuritaire ».

Dans cette perspective, une session de formation intitulée «Protection du patrimoine culturel et lutte contre le trafic illicite des biens culturels» a été organisée du 7 au 16 mai 2023. Cette session a réuni quatre-vingts cadres de sécurité issus de différentes forces de sécurité actives dans le domaine de la protection du patrimoine culturel, notamment les gardes-côtes des forces navales algériennes, les officiers de la gendarmerie nationale et les cadres des douanes algériennes.

L'objectif principal de cette formation est de « renforcer les connaissances et l'expérience des partenaires de sécurité dans le domaine de la protection du patrimoine culturel. Des institutions muséales renommées, telles que le Musée national de Sétif et le Musée national public maritime, ainsi que Office National de Gestion et d'Exploitation des Biens Culturels Protégés (OGEBC), L'Office National du Parc Culturel de l'Atlas Saharien en tant qu'organismes actifs dans le domaine de la protection du patrimoine culturel et des sites archéologiques » affirme la première responsable du secteur.

« Le Centre national de recherche en archéologie ainsi que l'Institut d'archéologie de l'Université d'Alger ont également participé en présentant les techniques d'identification et de détection de l'authenticité dans les collections numismatiques archéologiques. Des visites sur le terrain des sites archéologiques ont également été organisées, accompagnées d'explications approfondies fournies par des experts et des spécialistes » a-t-elle fait savoir.

Meriem Djouder

APRÈS CINQ ANS D'ABSENCE

Le Festival du film méditerranéen d'Annaba fait son grand retour

APRÈS une absence prolongée de plus de cinq ans, le Festival du film méditerranéen d'Annaba (FFMA) est de retour pour sa quatrième édition, suscitant l'enthousiasme des cinéphiles et des professionnels de l'industrie cinématographique. Du 3 au 9 novembre, cette manifestation cinématographique tant attendue redonnera vie à Annaba, en célébrant le cinéma méditerranéen et en offrant une plateforme d'échanges artistiques et culturels.

Cette bonne nouvelle a été annoncée avant-hier par son nouveau commissaire, le journaliste Mohamed Allal, qui a affirmé que les détails de cette nouvelle édition suivront très prochainement. Cette annonce a été accueillie avec enthousiasme par les passionnés du 7art art.

Les éditions précédentes de ce festival ont acquis une renommée régionale en tant que vitrine du cinéma méditerranéen, attirant des cinéphiles, des cinéastes et des professionnels de l'industrie venant de divers pays.

Du 3 au 9 novembre, le Festival du film méditerranéen d'Annaba illuminera cette ville côtière d'Algérie avec une programmation riche et variée. Des longs métrages, des documentaires et des courts métrages tout au long de la semaine. Les œuvres seront en compétition pour décrocher le «Jujubier d'or», son grand prix, ainsi que les prix des meilleurs rôles masculin et féminin, le prix du public et celui du meilleur scénario.

Le festival offrira également une plateforme d'échanges et de dialogues entre les cinéastes, les professionnels de l'industrie et le public. Des ateliers, des conférences et des tables rondes seront organisés pour aborder des sujets liés au cinéma. Ces moments d'échanges favoriseront la collaboration et le partage d'expériences entre les cinéastes, tout en offrant au public une perspective plus approfondie sur le processus créatif et les coulisses du cinéma.

Le retour du Festival du film méditerranéen d'Annaba est une nouvelle encourageante pour la scène cinématographique de la région. Il marque le renouveau d'un événement culturel majeur qui favorise la diversité, l'échange et la reconnaissance du talent cinématographique méditerranéen.

Meriem Djouder

JOURNEES NATIONALES DU THÉÂTRE DU TASSILI À DJANET

Le théâtre, un message pour la préservation du patrimoine

NEUF TROUPES théâtrales de différentes régions du pays participent à la troisième édition des Journées nationales du théâtre de Tassili dans la wilaya de Djelfa, à l'initiative de l'association «Ezelmane» pour la préservation du patrimoine culturel, sous le slogan «Le théâtre, un message pour la préservation du patrimoine».

Cette manifestation culturelle, dont les activités ont débuté avant-hier soir à la salle de cinéma «Tassili» de la ville de Djelfa, est organisée en coordination avec le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi, verra la participation du 15 au 19 mai de neuf pièces théâtrales. L'événement abritera également, trois ateliers de formation destinés aux jeunes amateurs du 4e art. Il s'agit de la mise en scène, du théâtre de marionnettes, de l'interprétation et de l'expression corporelle. Une conférence culturelle sur «l'importance du théâtre dans la préservation du patrimoine» est également à l'affiche, selon le même intervenant.

Le directeur du Théâtre national algérien, Mohamed Yahiaoui, a souligné que son établissement soutient les jeunes talents à travers de telles manifestations culturelles, en programmant des ateliers de formation pour les jeunes de la région.

Il a ajouté que la participation de troupes théâtrales de différentes wilayas du pays contribue à « approfondir les expériences entre les participants et à acquérir de nouvelles compétences ».

R. C.

HALTÉROPHILIE/CHAMPIONNAT D'AFRIQUE :

Trois médailles pour Akram Chekhchoukh

L'ALGÉRIEN Akram Chekhchoukh (junior) a remporté, lundi trois médailles (or, argent et bronze), aux Championnats d'Afrique d'haltérophilie seniors (garçons et filles) qui se poursuit à Tunis et marquée aussi par la pulvérisation de plusieurs records d'Algérie par le jeune haltérophile, une des étoiles montantes de cette discipline. Engagé dans la catégorie des 67kg, Chekhchoukh, encore junior pour les deux prochaines années, a soulevé la charge de 127kg à l'arraché (médaille d'or), 152kg à l'épaulé-jeté (bronze) et un total de 279kg qui lui a permis d'empocher une en argent. Avec ces charges, l'haltérophile algérien a battu cinq (5) records nationaux en juniors et autant en séniors, et enregistrera une nette progression au classement mondial des juniors dans sa catégorie de poids ce qui lui permettra de prendre part aux prochains mondiaux. Dans la même journée, sa compatriote Laghouati Fatma-Zohra (64 kg) s'est contentée d'une 4e place à l'arraché (76kg), épaulé jeté (96kg) et au total des deux mouvements (171kg). Après deux journées de compétition, l'Algérie totalise six médailles (4 or, 1 argent et 1 bronze), en comptabilisant les trois vermeils de la jeune Nadia Katbi, dimanche, dans la catégorie des 45 kgs. Katbi a soulevé, respectivement 51kg à l'arraché et 65kg à l'épaulé jeté, totalisant 116kg. 127 athlètes de 17 pays africains dont l'Algérie avec 14 athlètes, participent au rendez-vous de Tunis qui s'étalera jusqu'au 19 mai et constituera une des étapes qualificatives aux Jeux Olympiques de Paris-2024. Outre l'Algérie, le tournoi de Tunis enregistre la participation des pays suivants : Egypte, Libye, Maroc, Afrique du Sud, Lesotho, RD Congo, Nigeria, Cameroun, Ouganda, Botswana, Madagascar, Soudan, Sierra-Leone, Zambie, Maurice et la Tunisie (pays hôte), ainsi que l'Azerbaïdjan, avec une participation spéciale. Après le 20 mai, la Fédération internationale d'haltérophile (WFA) procédera à l'actualisation du classement des athlètes qualifiés dans les cinq catégories concernées par la compétition lors des Jeux Olympiques de Paris-2024.

SANCTIONS DE LA LFP : 4 MATCHS DE SUSPENSION DONT DEUX AVEC SURSIS POUR IWUALA (CRB)

L'ATTAQUANT nigérian du CR Belouizdad Iwuala Anyo Emmanuel, auteur d'agression contre deux joueurs du MC Alger lors du match de mise à jour du championnat de Ligue 1 Mobilis, a écopé de quatre matchs de suspension dont deux avec sursis plus 50.000 DA d'amende, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) ce lundi. « Suite à l'examen des pièces versées au dossier, et à la requête formulée par le club MCA appuyé par les preuves : une vidéo et des photos montrent l'agression de joueur Iwuala Anyo Emmanuel (CRB) envers les deux (02) joueurs, Mesmoudi Boualem et Benkhemassa Mohamed (MCA), causant une incapacité inférieure à quinze (15) jours », précise la LFP dans un communiqué publié sur son site officiel. D'autre part, la commission de discipline de la LFP qui s'est réunie lundi 15 mai 2023, a infligé des amendes à plusieurs clubs pour « utilisation de fumigènes ». Ainsi, la JSK devra s'acquitter de 60.000 DA d'amende pour « utilisation de fumigènes dans les tribunes (récidive) » et 200.000 DA pour « absence d'entraineur en chef sur la main courante ». La même sanction a été infligée à la JS Saoura (60.000 DA) pour « utilisation de fumigènes dans les tribunes (récidive) » lors de la rencontre des quarts de finale la Coupe d'Algérie contre le Paradou AC (2-0). Le CR Belouizdad et l'ASO Chlef sont condamnés à payer 30.000 DA pour « utilisation de fumigènes dans les tribunes » lors des 1/8es et quarts de finale de la Coupe d'Algérie.

LIGUE1 MOBILIS (23E JOURNÉE) :

Le CRB pour faire le trou, choc CSC- JSS dans la course à l'Afrique

Avec un matelas relativement confortable de de pas moins de neuf unités d'avance sur son poursuivant immédiat et actuel dauphin, le CS Constantine, le champion d'Algérie sortant, qui s'achemine doucement mais sûrement vers un record qu'il sera difficile à battre (une quatrième intronisation d'affilée) ne semble pas avoir à priori trop de soucis pour passer le cap de cette 28e journée sans encombres.

Par Azouaou Aghiles



De retour à ses engagements nationaux après la déconvenue en Ldc africaine, le leader belouizdadi ne lâche pas prise pour ce qui reste de ses objectifs (coupe d'Algérie-championnat national) et s'en rapproche. En voie même de régler prématurément la question de son auto-succession avec un titre déjà en poche sauf accident. Avec l'occasion, dès cet après-midi de faire le trou en tête du classement en recevant sur sa pelouse du 20 Août 55, une équipe de Larbaâ se morfondant dans le ventre mou du classement (10e, 28 points au compteur et des soucis à se faire car pas très loin de ces nombreux potentiels relégables classés de la 11e à la 15e place, le 16e étant déjà condamné de longue date) et qui, de surcroît manque de compétition après les trêves qui se sont succédées. Un match déséquilibré et un favori conforté par son tableau de marche, le Chabab, en incontestable N°1, n'étant plus qu'à sept petites marches de conclure l'affaire en gardant sa couronne. Que ne pourrait lui ravir justement l'autre Chabab, celui de Constantine (2e, 40 points) qui aura fort à faire dans le sommet de cette mini-étape (le reste, en attendant l'USM Alger qui joue une demi-finale de CAF ce soir, devant se dérouler demain, jeudi avec trois importants duels décisifs pour la course au maintien) lorsqu'il accueillera cette coriace formation de la JS Saoura (5e, 33 points) qui joue sur deux tableaux (Coupe d'Algérie et une place qualificative à une coupe africaine) et reste en mesure de vendre chèrement sa peau même si ce sommet des outsiders est domicilié dans l'Antique Cirta, devant des Sanafirs qui viendront en masse porter leurs favoris à la victoire. Préjugés favorables certes pour les locaux qui espèrent faire d'une pierre deux coups en consolidant leur poste de dauphins et écarter au passage un sérieux adversaire. Un autre candidat à l'Afrique, l'ES Sétif (4e, 35 pts), qui alterne le moins bon et le franchement mauvais avec des performances en dents de scie, ne sera pas à la fête lors de son déplacement à Khenchela où l'attend de pied ferme la grosse surprise de l'actuel exercice, l'USMK (7e, 32 pts et quelques chances de terminer pourquoi pas sur le podium) de Neghiz, qui l'a déjà battu à l'aller, à Sétif même. Autant dire qu'un sacré test attend les Aigles Noirs des Hauts Plateaux face à un vis-à-vis qui a les armes pour continuer sur sa lancée et confirmer son parcours jusque-là plus qu'honorable pour un nouveau promu. Enfin, et pour clore l' »acte Un » de cette journée, on suivra avec attention ce « sommet » des mal classés, entre un HB Chelghoum Laid qui n'a plus rien çà espérer de cette fin de saison (en position de lanterne rouge depuis le lever de rideau avec seulement deux insignifiantes unités récoltées en 22 sorties pour zéro victoire, deux nuls et la bagatelle de 20 défaites), son sort étant scellé depuis plusieurs journées, et cette Académie du Paradou AC dans un statut de relégable mais qui nous a habitués à mieux. Un PAC à la dérive et candidat à l'ascenseur qui devrait profiter de cette occasion inespérée pour remporter les trois points en jeu. Qui pourraient compter dans sa mission sauvetage où rien n'est joué, car devant c'est la bouteille à l'encre. Le grand embouteillage . . .

A.A

Le Programme (toutes les rencontres à 16H00) :

CR Belouizdad – RC Arbaâ
CS Constantine- JS Saoura
HB Chelghoum Laid- Paradou AC
USM Khenchela- ES Sétif

N.B : la suite de la journée est prévue demain, jeudi, avec au menu, trois matchs.

MC El Bayadh- NC Magra
ASO/ Chlef- US Biskra
JS Kabylie- MC Oran

ESCRIME - COUPE DU MONDE 2023 (SABRE FÉMININ)

La sélection algérienne termine en 19e position par équipes

L'ÉQUIPE nationale féminine d'escrime a pris la 19e position à la Coupe du monde de sabre par équipes à Batoumi en Géorgie dont les compétitions ont pris fin, dimanche. Les filles algériennes se sont inclinées au tableau des 32 face à l'Ukraine sur un score serré de 45-43, «une performance qui permet à l'équipe de gagner des points précieux en vue de la qualification aux Jeux olympiques de Paris. Les points accumulés lors des compétitions internationales sont cruciaux pour déterminer les équipes qui auront la chance de participer aux JO-2024», selon le directeur exécutif de la fédération algérienne d'escrime (FAE), Samir Hammoudi. Et d'ajouter : «ces résultats encouragent le groupe à continuer à travailler dur et à se préparer en vue des prochaines compétitions, notamment pour atteindre leur objectif ultime : arracher un billet pour les Jeux olympiques de Paris. La participation à la Coupe du monde de sabre par équipes à Batoumi a été aussi, une occasion précieuse pour les escrimeuses algériennes de gagner en expérience et de se mesurer aux meilleures équipes du monde». Au plan individuel, la sabreuse algérienne Saoussen Boudiaf, classée 27 mondial, a terminé 34e sur un total de 174 participantes. Elle a réalisé un sans-faute, en remportant la totalité de ses six premiers duels, ce qui lui a permis de se qualifier pour le tableau des 64, mais son chemin s'est arrêtée devant l'Italienne Chiara Mormile (27 ans / 27e mondiale) qui l'avait dominée 15-12. Les autres sabreuses algériennes engagées en individuel ont eu des parcours en dents de scie, puisque la meilleure d'entre elles, Zohra Kehli (31e mondiale) s'était contentée de la 85e place, pour n'avoir remporté que trois combats sur six, alors que Abik Boungab (97e mondiale), Kaouthar Mohamed Belkebir (126e mondiale) et Chaima Benadouda (273e), ont vu leurs aventures respectives s'arrêter plus précocement. 174 athlètes de 35 pays ont participé à cette compétition (Individuel et par équipes), que les représentantes algériennes ont disputée avec l'objectif de récolter un maximum de points, dans la perspective d'améliorer leur Ranking mondial. Outre l'Algérie, l'Afrique était représentée par la Tunisie (deux athlètes), alors que l'Italie, les USA et la France comptaient parmi les plus importantes délégations, avec 12 athlètes chacune, suivies du Japon (10) de la Corée du Sud (9). Le pays hôte, la Géorgie, a engagé 8 athlètes, tout comme l'Allemagne, le Kazakhstan et l'Espagne. Après la Coupe du Monde à Batoumi, les sabreuses algériennes prendront part à plusieurs compétitions qualificatives aux JO-2024, dont les Championnats d'Afrique, prévus du 20 au 23 juin en Egypte, où les athlètes auront l'occasion de gagner des titres et assurer une qualification au rendez-vous olympique.

DEMI-FINALE RETOUR DE LA COUPE DE LA CAF / USMA- ASEC MIMOSAS

Soustara demande la coupe !

L'USM Alger, qui a préparé son match avec sérieux et plein d'ambitions au centre de Sidi Moussa, abordera l'important rendez-vous de la demi-finale retour face à l'ASEC Mimosa, ce soir à 20h00 au dans un stade du «5 Juillet 1962», qui sera plein à craquer pour pousser les rouges vers la victoire, dans de bonnes dispositions.

Par Rabah Azizi

Les usmistes, qui tiennent une rencontre cruciale, et à seulement 90 minutes de leur deuxième finale africaine de leur histoire, feront tout pour aller jusqu'au bout de l'aventure. Après une première manche (0-0) réussie en Côte d'Ivoire, c'est maintenant au tour de la confirmation pour Meziane et ses coéquipiers. Dans un contexte majeur et une enceinte olympique qui sera chaud bouillant, les « Rouge et Noir » devront garder leur sang-froid acter la qualification vers l'étape ultime. A l'occasion, le club algérois a effectué sa préparation au CTN de Sidi Moussa, sur du gazon naturel semblable à la pelouse du « 5 juillet ». Un stade et un vaste terrain qui offre un espace propice et permet aux Usmiste de s'exprimer et pratiquer pleinement leur jeu, tout en se montrant solides et solidaires, otamment grâce à une excellente charnière défensive menée par le capitaine Zineddine Belaïd, qui a été décisif moult fois… Mais aussi un très bon Oussama Benbot en bon gardien du temple en faisant le ménage derrière. Ce qui fait que l'Ittihad demeure toujours invaincu à domicile depuis le début de cette compétition africaine. C'est pourquoi on peut dire que le coach Benchikha restera surement fidèle à ses choix tactiques qui prônent la précision, la discipline et la rigueur pour l'emporter. Il assure et rassure à cet effet les supporters qu'il ne vend pas que du rêve et que le groupe travaille dur pour réaliser l'objectif en tête. Tout pour le triomphe et le titre pour marquer l'histoire du club, en ajoutant la première coupe africaine à la vitrine à trophées du club de Soustara. « L'USMA nourrit un fort désir de remporter un titre continental. Nous croyons fermement en nos chances. Je ne suis pas là pour vendre des illusions, mais je vous



assure que ce titre africain est véritablement cher à nos cœurs. A notre portée car nous sommes si proches du but, si proches du bonheur, et nous nous battrons pour concrétiser notre rêve, le rêve de tous les supporters. Il est essentiel de garder notre calme et notre sang froid afin d'y parvenir », déclare un entraîneur qui sait ce qu'il veut. Avec des joueurs déterminés et d'inconditionnels supporters toujours prêts à encourager leur équipe bien aimée. L'USMA a le cocktail parfait pour réussir. Les ''aficionados'' engagés « Ouled El Bahdja », ne manqueront pas à l'appel et seront au moins 60 000 pour pousser leurs joueurs vers le succès. Des amoureux dévoués qui offriront sûrement une fête du football comme nous l'avaient si bien accoutumé ces célèbres fans « Rossoneri ». Cependant, cette fois, les admirateurs seront dans l'obligation de se passer des fumigènes et autres jeux pyrotechniques pour éviter le huis-clos en cas de finale, car le club vient d'écoper de deux amendes de 15 000 $ en raison de l'utilisation de fumigènes et feux d'artifices par sa galerie lors des précédentes rencontres face Al-Akhdar de Libye et l'AS FAR du Maroc. Le club n'a pas tardé à demander donc à tous les fans qui feront le déplacement de répondre à l'appel en vue de la finale en cas de qualification. A noter que la rencontre sera dirigée par l'arbitre Gambien Pierre Ghislain Atcho, un ''Referee'' précédé d'une bonne réputation et bien connu du football algérien et qui, espérons-le, sera un point positif pour les représentants Algériens en Afrique. Ce qui est sûr c'est que le Tout-Alger et mobilisé derrière ses futurs champions **R.A**

AVEC NOS PROS :

GUITOUN RACONTE LES SURPRENANTES COULISSES DE SA CONVOCATION CHEZ LES VERTS

Le piston corse a connu une première sélection pas vraiment comme les autres ! Illustre inconnu au démarrage de la saison 2022/23, Kévin Van den Kerkhof s'est fait un nom en Ligue 2 grâce à des prestations de haute volée avec le SC Bastia. Un nom qui a rapidement dépassé les frontières hexagonales ! A tel point que le joueur de 27 ans s'est vu... convoqué avec la sélection algérienne. Une consécration à laquelle il ne voulait pas croire ! Lors d'un entretien avec 90 Football, il explique les dessous de cette première. Un véritable parcours du combattant pour celui qui joue en Algérie sous le nom de Kevin Guitoun. «Beaucoup d'Algériens venaient liker, commenter mes photos, je recevais beaucoup d'invitations. Je me suis dit que c'était bizarre, il y avait vraiment beaucoup de monde ! Je tape mon nom et prénom sur Google, et là je vois un ou deux articles en Algérie parlant de moi, disant que Djamel Belmadi était intéressé. Moi, je n'étais au courant de rien du tout ! Je voulais savoir si c'était vrai, ou s'il s'agissait de simples articles. Je ne l'ai pas su donc je restais concentré sur Bastia. J'ai finalement su que c'était possible quand j'ai eu un contact avec l'entraîneur adjoint de l'Algérie après le match face à Valenciennes (11 mars), qui m'a demandé où ça en était avec mes papiers. Je devais encore acquérir le passeport algérien donc je lui ai dit que je faisais les démarches. Il m'a conseillé de faire ça au plus vite.»

UNE SÉLECTION SUR LE GONG !

Un contre-la-montre qui a emmené le Bastiais jusqu'à Lille, où il a dû aller faire son passeport en urgence. C'est au retour de ce périple qu'il a appris la nouvelle : « Dans l'avion de retour à Bastia, après être allé au consulat, j'ai reçu un appel de mon père qui m'avait dit que la Fédération Algérienne l'avait contacté pour lui dire que j'étais sélectionné. Je venais juste d'atterrir en Corse, j'en ai eu les larmes aux yeux, j'étais très content. (...) On a du mal à y croire ! On se dit qu'on va être avec de grands joueurs, des Riyad Mahrez, des Ismaël Bennacer. On pense aux années d'avant, aux années de galère, on se dit que tous ce qu'on a fait était dur mais que la récompense est venue. »

LA FOLLE CONFIDENCE D'UN DÉFENSEUR SUR MAHREZ

Visiblement, avoir Riyad Mahrez au marquage est un exercice bien difficile à surmonter. Un défenseur de Premier League le confirme ! Ce week-end, après avoir passé un nouveau match de Ligue des champions sur le banc contre le Real Madrid, s'est de nouveau montré brillant lors de la large victoire des Citizens sur la pelouse d'Everton (3-0). L'ailier algérien, qui a joué tout le match, a été un danger constant et a surtout délivré une passe décisive délicieuse pour Gundogan qui a conclu de manière sublime.

« SI TU BOUGES EN PREMIER, IL TE MET UN PETIT PONT »

Mahrez, dès qu'il joue, sème donc la zizanie dans les défenses de Premier League et certains ne s'en remettent pas. A l'image de Renan Lodi, le défenseur brésilien de Nottingham Forest. Dans une interview à ESPN Brésil, ce dernier n'a pas hésité au moment où la question du joueur le plus difficile à marquer lui a été posée. Aucun doute pour lui, Riyad Mahrez est le plus pénible à gérer. « À mon avis, le joueur le plus difficile que j'ai marqué était Mahrez de Manchester City. C'est un joueur qui sort constamment des tours de son chapeau. On ne sait pas s'il faut aller rapidement sur lui, attendre qu'il touche le ballon davantage. Si tu bouges en premier, il te met un petit pont ou un double contact. »

COUPE D'ALGÉRIE : CR BELOUIZDAD – AS KHROUB DOMICILIÉ AU STADE DU 20 AOÛT 1955

LE MATCH en retard des quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football opposant le CR Belouizdad à l'AS Khroub, se disputera dimanche 21 mai (16h00) au stade du 20 août 1955, a annoncé lundi la Commission de Coupe d'Algérie de la Fédération algérienne de football. Le CR Belouizdad (tenant) s'est qualifié pour ce tour en s'imposant devant la JS El-Biar sur le score de 2 à 0, samedi dernier au au stade du 5 juillet. La veille (vendredi), trois clubs ont composté leur billet pour le dernier carré de Dame-Coupe. Il s'agit de la JS Saoura, en battant le Paradou AC (2-0), du NC Magra vainqueur devant le CR Zaouia (1-0) et de l'ASO Chlef aux dépens de l'Olympique Akbou (1-0). Le tirage au sort des demi-finales de la Coupe d'Algérie de football aura lieu le mercredi 17 mai. Cet avant-dernier stade de l'épreuve verra l'utilisation pour la première fois en Algérie de la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage).

COUPE D'ALGÉRIE DE FUTSAL : PARADOU AC – AKBOU AC EN FINALE

LA FINALE de l'édition 2023 de la Coupe d'Algérie (seniors/messieurs) de Futsal opposera le Paradou Athlétic Club (Alger) à l'Akbou Auzium Club (Béjaïa). La date de cette finale n'a pas encore été arrêtée, mais d'après la Ligue Nationale de Futsal, « elle pourrait se dérouler le 2 juin prochain, à la salle omnisports Harcha Hacène » à Alger. Le PAC et l'AAC ont décroché leur billet pour la finale le week-end dernier, en dominant respectivement Moustakbal Hai Sabah (Oran) 4-2 et Rabie El Djazairi (Oran) 7-2. Cette Coupe d'Algérie de Futsal a été programmée en six tours, dont cinq ont déjà été disputés, avec deux tours préliminaires et trois tours nationaux. Par ailleurs, concernant les Championnats de Nationale I et de Nationale II, entamés les 17 et 18 mars dernier, ils comptent déjà trois journées à leur actif, et verront leur première phase se terminer les 26 et 27 mai courant.

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS DE VOLLEY-BALL : DEUXIÈME VICTOIRE DE LA JSC OULED ADOUANE

LE CLUB algérien de la JSC Ouled Adouane s'est imposé au tie-break contre la formation kenyane de Ports Authority (3-2) en match comptant pour la 2e journée du groupe C du Championnat d'Afrique des clubs de volley-ball (messieurs), disputé dimanche à Kélibia (Tunisie). Les sets de la rencontre ont été comme suit : 23-25, 29-31, 26-24, 25-14,15-10). Lors de la première journée, disputée vendredi, la JSC OuledAdouane s'est imposée devant son homologue sénégalais d'ISEG Sport sur le score de 3 sets à 1 (22-25, 25-18, 25-17, 25-22). Lors de la troisième et dernière journée programmée mardi, les Algériens boucleront la phase de poules face au club camerounais, Cameroon Sport Volley-ball. L'édition 2022 du Championnat d'Afrique des clubs masculins avait été remportée par Al-Ahly SC d'Egypte.



IA : comment les entreprises peuvent déterminer les compétences dont elles ont besoin,

Au delà de la vague de buzz actuelle

Technologie : Cela semble évident, mais les organisations doivent aller au-delà du battage médiatique et déterminer comment elles peuvent bénéficier de l'intelligence artificielle, afin d'identifier les compétences dont elles ont besoin pour concrétiser ces avantages.

Les organisations doivent développer de nouvelles compétences dans un environnement de travail qui fera de plus en plus appel à l'intelligence artificielle (IA). Mais elles doivent d'abord déterminer comment elles entendent tirer parti de cette technologie, mentionne une nouvelle étude.
Publié par Salesforce.com, le document a interrogé 11 035 professionnels dans 11 pays, dont la France. 97 % des travailleurs estiment que les entreprises devraient donner la priorité aux compétences en matière d'IA.
Au niveau mondial, 61 % des personnes interrogées ont déclaré être déjà conscientes de l'impact de l'IA générative sur leur travail. Cependant, seul un répondant sur dix effectue actuellement des tâches quotidiennes impliquant l'IA. Et 67 % ont déclaré que leur entreprise étudiait les moyens d'exploiter cette technologie. Mais concrètement, comment faire ?

Déterminer exactement comment l'entreprise compte utiliser l'IA
La première étape consiste à déterminer exactement comment l'entreprise compte utiliser l'IA avance Terence Chia, directeur de l'IMDA.
La pandémie mondiale, par exemple, a fait naître le besoin de travail à distance et de télétravail, obligeant les entreprises à s'adapter.
Aujourd'hui, avec le passage à l'informatique dématérialisée, les capacités d'IA sont de plus en plus intégrées dans les applications, que les entreprises sachent ou non les utiliser.
Selon M. Chia, il est impératif que les entreprises identifient les problèmes clés, afin de pouvoir agir rapidement et de déterminer si elles disposent de la pile technologique nécessaire pour progresser. Toute entreprise devra développer les compétences et la culture nécessaires pour soutenir ces progrès.

"Nous devons nous assurer que nous utilisons l'IA pour compléter ce que notre personnel peut faire"
"Pour que notre main-d'œuvre soit prête pour l'IA, nous devons [...] savoir comment utiliser l'IA, d'une manière générale, [...] cela pourrait nécessiter des compétences telles que l'ingénierie du prompt [...] nous permettant de poser les bonnes questions à l'IA", a-t-il déclaré. "Nous devons également être en mesure d'appliquer l'IA à des cas d'utilisation sectoriels. Cela pourrait nécessiter des compétences numériques spécifiques à l'industrie dans des domaines tels que la santé, la finance et la fabrication."

M. Chia poursuit : "Nous devons nous assurer que nous utilisons l'IA pour compléter ce que notre personnel peut faire. Nous devrions moins nous concentrer sur ce que l'IA va nous prendre et davantage sur la manière dont elle va générer de nouvelles opportunités pour nous."
Damien Joseph, doyen de la Nanyang Business School, note que l'émergence de l'IA générative a déjà eu un impact important sur le secteur de l'éducation. Les étudiants utilisent désormais des outils tels que ChatGPT sans aucune formation réelle.
"Du point de vue de l'éducation, nous pouvons soit résister à l'IA, soit déterminer quelles sont les compétences nécessaires pour que les gens puissent en exploiter tout le potentiel".

"Il est nécessaire de sensibiliser à l'utilisation éthique de l'IA générative"
"Pour les étudiants, nous constatons qu'il est nécessaire de sensibiliser à l'utilisation éthique de l'IA générative. Pour les professionnels, ce ne sont pas seulement des compétences techniques en IA dont ils ont besoin, mais surtout des compétences générales qui peuvent les aider à utiliser la technologie de l'IA dans leur travail quotidien.
Certaines connaissances juridiques, par exemple, seront importantes dans l'utilisation de l'IA générative pour résoudre les problèmes potentiels liés aux droits d'auteur ou aux droits de la propriété.
Selon M. Jospeh, s'il est difficile de prédire la direction que prendront les technologies émergentes et en évolution rapide telles que l'IA, il existe des principes fondamentaux et des ensembles de compétences sur lesquels il est possible de développer une approche.
La semaine dernière, Salesforce a dévoilé de nouvelles capacités d'IA dans sa gamme de produits, notamment Einstein GPT, une technologie CRM d'IA générative qui permet aux utilisateurs de créer et de peaufiner des processus d'automatisation à l'aide d'une interface conversationnelle.

Sa plateforme collaborative Slack a également été intégrée à une nouvelle fonctionnalité conversationnelle, baptisée Slack GPT. Elle exploite la technologie d'IA générative pour permettre aux utilisateurs de créer des flux de travail à l'aide de messages-guides (prompt), sans avoir besoin de coder.

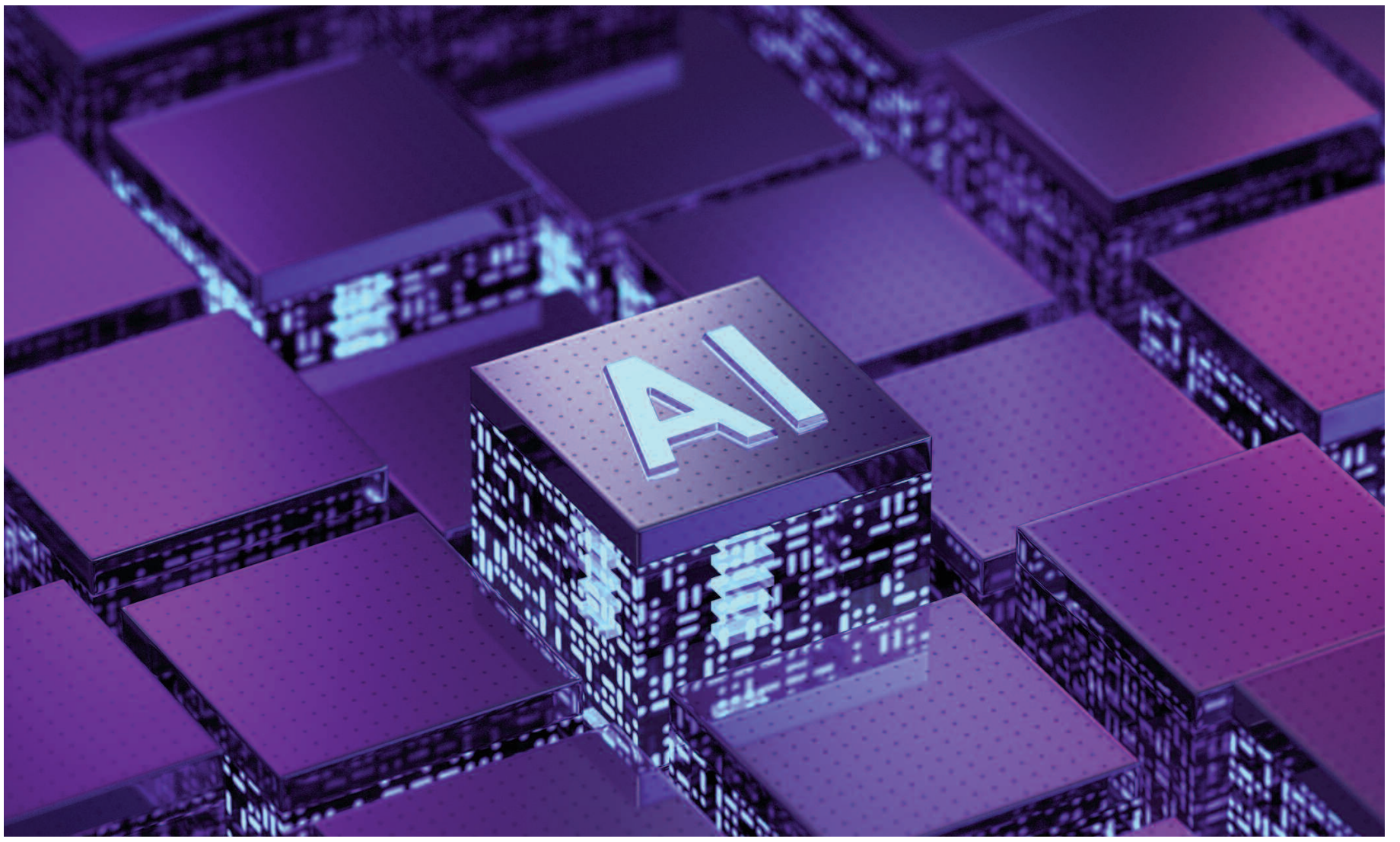
Microsoft 365 Copilot : de nouvelles fonctionnalités pour les pros

TECHNOLOGIE : Microsoft élargit l'accès à l'intégration de l'IA dans son espace de travail et ajoute plusieurs nouvelles fonctionnalités. Voici ce qu'il faut savoir. Les applications de productivité de Microsoft sont depuis longtemps la pierre angulaire du flux de travail quotidien de nombreuses personnes. En mars, Microsoft a révélé que ses applications Microsoft 365 les plus populaires allaient bénéficier d'une mise à niveau de l'IA grâce à l'introduction de Microsoft Copilot.Depuis mars, Microsoft teste Copilot auprès de 20 entreprises clientes. À partir de cette semaine, Copilot passera d'une phase de test limitée à une base de clients plus large par le biais d'un programme d'accès anticipé à Microsoft 365 Copilot.
Le programme d'accès anticipé à Microsoft 365 Copilot est une preview payante sur invitation seulement qui sera initialement déployé auprès de 600 clients. Microsoft a également annoncé de nouvelles fonctionnalités en plus des intégrations AI déjà annoncées avec Microsoft Business Chat, Outlook, Powerpoint, Word et Excel.



Un index sémantique pour Copilot
Le géant de la technologie commencera à déployer un index sémantique pour Copilot, une nouvelle fonctionnalité dans Microsoft 365 E3 et E5, qui fonctionnera comme "une carte sophistiquée des données de l'utilisateur et de l'entreprise", selon le communiqué.

Mais qui va donc aider l'IA à combler les déficits de compétences ? Les développeurs !



Technologie : L'IA est potentiellement un outil puissant pour garder les talents à bord et les engager. Mais le talent est aussi nécessaire pour faire bouger les choses sous le capot des ChatGPT et consort.

L'intelligence artificielle - et les formes connexes d'automatisation et d'analyse - est devenue l'outil de choix pour aider les entreprises à combler leurs pénuries de talents. Le hic, c'est que les entreprises ont du mal à trouver les compétences nécessaires pour identifier, construire et déployer l'IA et l'automatisation nécessaires pour résoudre leurs pénuries de compétences.

Par exemple, Kshitij Dayal, vice-président senior de Legion, liste les capacités de l'IA côté RH, telles que la gestion de la main-d'œuvre et la prévision de la demande et, surtout, un environnement de travail positif en améliorant la connaissance des souhaits et des besoins des employés. L'automatisation des tâches par l'IA, ou l'augmentation de la main-d'œuvre humaine, se traduit par une plus grande productivité dans tous les domaines.

Les pénuries aiguës de compétences sont mieux traitées, tandis que les employés et les managers peuvent se concentrer sur des tâches de plus haut niveau.

Tout cela est très bien. Mais pour mettre en place les capacités de l'IA, il faut des compétences, et c'est l'un de ses plus grands défis.

L'IA / ML a permis de réduire les effectifs au sein de leur organisation

La dernière enquête menée par Rackspace Technology auprès de 1 420 responsables informatiques le confirme. Dans de nombreux cas, l'IA/ML remplace le travail autrefois effectué par des humains. 62 % des personnes interrogées déclarent que la mise en œuvre de l'IA/ML a permis de réduire les effectifs au sein de leur organisation. En outre, 69 % affirment que l'IA contribue à améliorer la capacité à embaucher et à recruter de nouveaux talents.

Le principal obstacle, selon les cadres interrogés, est la nécessité de disposer de plus de capacités en matière d'IA et d'apprentissage automatique (machine learning) et des talents nécessaires pour gérer efficacement les données.

Le problème ou l'obstacle le plus souvent rencontré est la pénurie de talents qualifiés, citée par 67 % d'entre eux, suivie par l'échec des algorithmes ou des modèles (61 %) et le coût de la mise en œuvre
(57 %).

"L'IA et l'apprentissage automatique ne sont pas prêts à se mettre en œuvre tout seul" soulignent les auteurs du rapport. "Il est difficile de trouver des personnes compétentes qui peuvent travailler avec la technologie et les données pour optimiser les résultats."

Pour remédier à ces problèmes, 82 % des répondants ont déclaré avoir fait des efforts pour recruter des employés ayant des compétences en IA et en apprentissage automatique au cours des 12 derniers mois, tandis que 86 % ont augmenté leurs effectifs en IA et en apprentissage automatique au cours des 12 derniers mois.

Les défis à l'adoption de l'IA et de l'apprentissage automatique :

Une pénurie de talents qualifiés : 67%
Échec des algorithmes/modèles : 61%
Le coût de la mise en œuvre : 57%
Le manque d'infrastructure technologique : 54%
Manque de compétences internes /difficulté à recruter : 51%
Les difficultés liées à l'infrastructure technique : 49%

L'autre enseignement notable de l'enquête est le degré élevé de confiance dans les résultats de l'IA - et le fait que les répondants sont à l'aise avec les mesures prises pour assurer cette confiance.

Malgré les inquiétudes concernant les données et la résistance interne, la confiance dans les résultats des projets d'IA reste élevée parmi les décideurs informatiques interrogés, 73 % d'entre eux déclarant avoir confiance dans les réponses fournies par l'IA. 72 % affirment que des contrôles et des équilibres suffisants sont en place pour éviter les conséquences négatives de l'utilisation de l'IA, tandis que 80 % des répondants ne pensent pas que les réponses de l'IA/ML nécessitent une interprétation humaine supplémentaire.

Grande confiance en entreprise dans les décisions de l'IA

Près des trois quarts des dirigeants, soit 73 %, affirment qu'ils font toujours confiance aux analyses fournies par l'IA et les technologies d'apprentissage automatique.

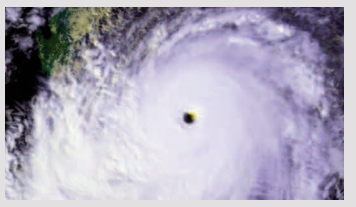
Ils disent avoir mis en place des processus pour s'assurer que l'IA est juste et impartiale. À cette fin, 72 % disent qu'il y a suffisamment de freins et de contrepoids en place pour éviter les conséquences négatives de l'utilisation de l'IA. En outre, 77% disent que les décisions relatives à l'IA et à l'apprentissage automatique sont prises par les "bonnes personnes" au sein de leur organisation, et 71% disent qu'il existe une gouvernance suffisante pour se prémunir contre une mauvaise utilisation de l'IA.

clouds virtuels (57 %), l'Internet des objets (51 %), l'IA et l'apprentissage automatique (46 %), la blockchain (36 %), la robotique (34 %) et la 5G (31 %).

Les technologies qui sont mises en œuvre au sein des organisations des répondants comprennent les réseaux de clouds virtuels (57 %), l'Internet des objets (51 %), l'IA et l'apprentissage automatique (46 %), la blockchain (36 %), la robotique (34 %) et la 5G (31 %).

"Les répondants ont systématiquement cité le manque de ressources internes capables de comprendre et d'affiner l'utilisation des technologies d'apprentissage automatique de l'IA", indiquent les auteurs de l'enquête. " Évaluez vos processus de formation actuels et vos capacités internes pour déterminer si vous devez recruter en externe ou utiliser les ressources dont vous disposez déjà ". Pour cultiver des capacités d'IA et d'apprentissage automatique plus solides en interne, vous devriez envisager d'augmenter la participation de votre entreprise à des conférences ou à des événements, et proposer des formations en ligne à vos équipes."

Un mois après le bombardement atomique d'Hiroshima, un typhon a frappé la ville et a tué 2 400 personnes !



LE TYPHON Makurazaki a frappé de plein fouet la ville japonaise d'Hiroshima le 17 septembre 1945, soit un peu plus d'un mois après le bombardement nucléaire du 6 août 1945 qui a fait selon les estimations 250 000 victimes. La ville d'Hiroshima qui était déjà terrassée par le bombardement des américains n'était pas préparée à ce typhon dévastateur qui a fait 2 473 morts, 1 283 disparus et 2 452 blessés.

Le Mexique a 68 langues nationales !



LE GOUVERNEMENT mexicain reconnaît 68 langues nationales, dont 63 langues autochtones et environ 350 dialectes. La grande majorité de la population est monolingue et ne parle que l'espagnol, mais certaines populations immigrantes et autochtones sont bilingues, tandis que d'autres sont monolingues et ne parlent que leurs langues. Bien que ce pays a 68 langues nationales, le Mexique est loin d'être le pays où l'on parle le plus de langues.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



SAIN ET SAUF
Le skieur a chuté de près de 15 mètres dans la crevasse, avant de réussir à s'arrêter par miracle

UN SKIEUR tombe dans une crevasse dans les Alpes, la vidéo de sa chute devient virale

Un skieur a probablement eu la frayeur de sa vie alors qu'il faisait du freeride sur le glacier de la Grave dans les Alpes du sud en avril 2022. L'homme n'a pas pu éviter une crevasse et a chuté de 15 mètres dans le trou, avant de réussir à miraculeusement s'arrêter, rapporte TF1 Info. Le 19 avril, son collectif sportif « Les Powtos » a diffusé sur les réseaux sociaux les images capturées par sa caméra ce jour-là. Une vidéo impressionnante qui a déjà été vue plusieurs millions de fois.
Dans les premières secondes, on peut d'abord voir le sportif circuler à vive allure, puis tenter d'éviter au dernier moment une crevasse qui n'avait pas eu le temps d'apercevoir. Malgré ce réflexe, l'homme s'est fait happer dans le trou et a entamé une chute de plus d'une dizaine de mètres. Par chance, l'un de ses skis est venu se bloquer sur la paroi de la crevasse, ce qui lui a permis de stopper sa descente.

Une remontée miraculeuse
Si la vidéo s'arrête là, le collectif a raconté que le skieur, qui a plus de 15 ans d'expérience, a ensuite commencé une remontée en solitaire en enlevant ses skis et en utilisant ses crampons pour escalader la paroi. Le reste du groupe, qui était déjà en contrebas, a mis entre 15 et 20 minutes pour le rejoindre. « C'étaient les minutes les plus longues de notre vie. Nous ne savions pas jusqu'où il était tombé profond, ni s'il avait glissé tête la première », a expliqué un ami.

Etats Unis

Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, remporte sa première compétition de ju-jitsu

MÉDAILLE D'OR Cet art martial permet au patron de Meta de mieux affronter les difficultés au travail

LE FONDATEUR **et patron de Meta, Mark Zuckerberg, a publié des photos de son premier tournoi de ju-jitsu ce samedi sur Facebook et Instagram, les deux principaux réseaux sociaux de son entreprise. Le milliardaire a remporté une médaille d'or et une médaille d'argent pour son équipe (baptisée « Guerrilla Jiu Jitsu ») lors de la compétition qui a eu lieu dans un lycée près du siège du groupe californien, dans la Silicon Valley (Etats-Unis).**

Un art martial pour affronter les difficultés au travail
Lors d'une interview l'année dernière, il avait expliqué à l'animateur Joe Rogan qu'il s'était mis aux arts martiaux pendant la pandémie, notamment car le côté « bestial » de ce sport lui donnait de l'énergie et l'aidait à affronter les difficultés au travail. Le dirigeant de 38 ans s'entraîne avec Dave Camarillo, qui a formé plusieurs champions d'arts martiaux. « Voir Zuck hier à la compétition c'était assez dingue. Aucun match n'était facile et il a mérité toutes ses victoires. C'était un honneur de l'aider et de lui donner des conseils », a déclaré un autre entraîneur, Khai « the Shadow » Wu, dans les commentaires sur Instagram.

Meta a traversé une année difficile en 2022, avec deux premières depuis son entrée en Bourse en 2012 : ses recettes publicitaires ont décliné et Facebook a perdu des utilisateurs (avant d'en regagner). Mais le groupe a rebondi au premier trimestre avec des résultats financiers meilleurs qu'attendu, notamment grâce à des licenciements conséquents. L'entreprise, qui n'avait jamais lancé de plan social en 20 ans d'existence, a congédié 11.000 personnes en novembre (13% des effectifs) et 10.000 en mars.



Niveau "préoccupant" des nappes phréatiques : vers une pénurie d'eau encore pire en 2023 ?



Les nappes phréatiques se trouvent à des niveaux "préoccupants" dans une grande partie de la France, a averti le Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM), "assez pessimiste" sur la disponibilité de l'eau en 2023 après la sécheresse exceptionnelle de l'an dernier.

"Les niveaux des nappes du mois de décembre (2022) sont peu satisfaisants. En effet, les pluies infiltrées durant l'automne sont très insuffisantes pour compenser les déficits accumulés durant l'année 2022 et améliorer durablement l'état des nappes", écrivait déjà l'organisme public dans un bulletin de situation au 1er janvier 2023.

"La situation de l'eau souterraine, qui représente deux-tiers des prélèvements en France, est bien moins favorable qu'à la sortie de l'hiver 2021-2022" où les nappes étaient à des niveaux "à peu près corrects" avant que ne survienne une sécheresse historique "en surface", a commenté ce jeudi Pierre Pannet, un directeur adjoint du BRGM, lors d'un point presse.

Vers des restrictions d'eau massives ?

Si la pluie est aussi rare en 2023, "on arrivera à une situation bien pire que celle qu'on a connue en fin d'été 2022", quand quasiment tous les départements métropolitains connaissaient des restrictions d'eau, a-t-il ajouté.

Des arrêtés sont toujours en vigueur dans une douzaine d'entre eux.

En France, les nappes phréatiques fournissent environ deux tiers de l'eau potable et un tiers de l'irrigation agricole. Selon le BRGM, les pluies de l'automne, sur des terres très sèches, ont profité en premier lieu aux sols en surface et à la végétation avant de recharger les nappes en profondeur.

"En conséquence, plus des trois quarts des nappes restent sous les normales mensuelles avec de nombreux secteurs affichant des niveaux bas à très bas", relève le bulletin, soulignant que "les niveaux sont nettement inférieurs à ceux de décembre de l'année dernière".

Le BRGM constate ainsi des niveaux "préoccupants sur une grande partie du territoire", "historiquement bas sur les Alpes-Maritimes (sud-est, Ndlr)", avec toutefois quelques exceptions locales comme la Bretagne (ouest) ou l'Alsace (est).

Pour 2023, "nous sommes assez pessimistes car le début de la recharge a été très tardif, avec plus d'un mois de retard, les pluies sont très insuffisantes et nous avons eu un étiage sévère sur de nombreux secteurs", a souligné Violaine Bault, hydrogéologue au BRGM.

Selon le prévisionniste Météo France, 2022 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée en France avec 14,5 degrés de température moyenne annuelle mais aussi l'une des plus sèches, accusant un déficit de pluviométrie de quelque 25 %.

La sécheresse et la canicule estivale ont eu d'importantes répercussions sur l'agriculture ou la production d'électricité hydraulique et nucléaire.

Dans son bulletin des grandes tendances climatiques sur trois mois pour la période janvier-mars 2023, Météo France n'avait identifié fin décembre "aucun scénario" précis en termes de précipitations pour la métropole.

Or ce sont les pluies qui seront déterminantes. "Les tendances et l'évolution de l'état des nappes en période hivernale dépendent exclusivement des pluies infiltrées, et donc des cumuls pluviométriques, et de l'inertie de la nappe (temps de réponse à une pluie infiltrée)", souligne encore le BRGM.

Des pluies excédentaires sont donc nécessaires, surtout pendant l'hiver, car "dès que la végétation se met en dormance, la pluie profite au sol et arrive à s'infiltrer en profondeur", souligne Violaine Bault, tandis qu'au "printemps, les pluies sont récupérées essentiellement par la végétation".

L'impact du réchauffement climatique

Avec le changement climatique en cours, "on sait avec certitude que les périodes de sécheresse devraient être plus longues et plus intenses, avec des printemps plus doux donc une végétation qui reprend plus tôt", a-t-elle ajouté.

La situation n'est guère plus enviable dans d'autres pays européens à l'instar de l'Espagne, où une grande partie de la Catalogne a été placée en alerte sécheresse avec des restrictions d'eau, fin novembre.

Au nord de l'Europe, le Royaume-Uni a également connu une année 2022 particulièrement sèche avec des précipitations bien en-deçà des moyennes, selon le service de météorologie britannique, le Met Office.

Terres rares : découverte en Suède du plus grand gisement connu d'Europe, selon un groupe minier



LE GROUPE minier suédois LKAB a annoncé jeudi 12 janvier avoir identifié dans la région de Kiruna, dans le Grand Nord de la Suède, "le plus grand gisement connu" de terres rares d'Europe, qui recèlerait plus d'un million de tonnes de métaux.

Plus d'un million de tonnes : les réserves estimées du gisement identifié dans la région minière de Kiruna, dans le Grand Nord du pays scandinave, sont de bon augure pour l'industrie européenne qui a besoin de ces métaux pour fabriquer des véhicules électriques ou encore des éoliennes.

"Il s'agit du plus grand gisement connu d'éléments de terres rares dans notre partie du monde, et il pourrait devenir un élément de base important pour la production des matières premières critiques absolument cruciales pour la transition verte", s'est réjoui Jan Moström, PDG du groupe minier suédois LKAB à l'origine de la découverte.

L'ampleur exacte du filon reste à déterminer mais, selon les estimations actuelles, il représenterait moins de 1 % des réserves mondiales, chiffrées jusqu'à présent à 120 millions de tonnes par l'US Geological Survey.

98 % des terres rares utilisées dans l'UE sont importées de Chine

Cette découverte n'en est pas moins une bonne nouvelle pour une Union européenne (UE) échaudée par sa dépendance énergétique envers la Russie et qui cherche aujourd'hui à s'émanciper dans le domaine des métaux rares. Actuellement, 98 % des terres rares utilisées dans l'UE sont importées de Chine, qui dispose donc d'un quasi-monopole dans le secteur.

"Rien que nos besoins en terres rares vont être multipliés par cinq d'ici 2030", avait déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, dans son discours sur l'état de l'Union en septembre dernier.



C'est quoi un lymphome Anaplasique à Grandes Cellules (LAGC) ?

BIEN-ÊTRE

Cancer du sang très rare, ce lymphome peut être dû à une anomalie chromosomique. Une autre forme, en lien avec la pose d'implant mammaire, a également été observée. Quels symptômes ? Quels traitements ?

Qu'est-ce qu'un lymphome anaplasique à grandes cellules ?

Le lymphome anaplasique à grandes cellules est un cancer du sang qui provient des lymphocytes T, un type de globules blancs dans le système lymphatique. Il s'agit d'un lymphome rare, environ 2 % des lymphomes non hodgkiniens. Selon Erika Brunet, directrice de recherche Inserm à l'institut Imagine, cette maladie peut prendre plusieurs formes :

► Les formes systémiques, qui touchent ainsi plusieurs organes comme les ganglions, la peau, le foie ou encore la rate.

► Les ALK positifs : ils sont appelés ainsi car ils expriment la protéine ALK. La moyenne d'âge des personnes touchées par cette forme est de 34 ans. C'est aussi la forme qui est davantage retrouvée chez les enfants.

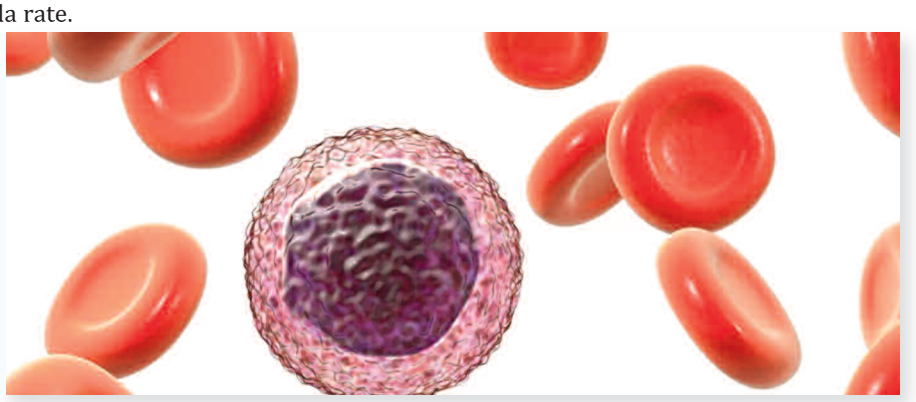
► Les ALK négatifs : ceux-ci n'expriment pas la protéine et touchent les personnes plus âgées (moyenne d'âge 54 ans).

Lymphocyte : B, T, définition, rôle, activation, maturation

Les lymphocytes sont des globules blancs (leucocytes) dont le rôle est la défense immunitaire de l'organisme face aux agressions infectieuses. Les principaux sont les lymphocytes B et les lymphocytes T. En cas de baisse (lymphopénie) ou en cas de hausse (lymphocytose), différentes causes sont possibles et une consultation médicale est nécessaire.

Quels sont les symptômes ?

"Les symptômes sont similaires à ceux d'autres lymphomes : fièvre, fatigue, perte de poids, sueurs et éventuellement la présence d'une masse au niveau des ganglions. Dans la forme cutanée, on observe des taches sur la peau".



Cou gonflé : ce que ça cache

La présence d'un gonflement au niveau du cou peut avoir diverses origines plus ou moins graves. Le plus souvent, la cause est infectieuse, virale ou bactérienne et on sent des ganglions. Quand consulter ? Quand s'inquiéter ? Réponses avec le Dr Jacques Amselem, médecin généraliste.

Quelles sont les causes d'un LAGC ?

La forme ALK positif est due à une anomalie chromosomique : deux morceaux de chromosomes s'échangent et la protéine s'active à la jonction. "Mais nous ne savons toujours pas ce qui entraîne cela au départ. Quant aux formes non ALK, la cause est inconnue, nous n'avons pas la preuve d'une anomalie génétique ou d'un facteur environnemental précis."

Quel risque chez les femmes qui ont des prothèses mammaires ?

Le lymphome anaplasique à grandes cellules lié aux prothèses mammaires est une forme de lymphome bien différent. Selon l'institut national du cancer, le premier cas en France serait apparu en 2009. "Ce lymphome survient généralement avec les implants micro-texturés et se développe autour de la prothèse. Il s'agit heureusement d'une forme très rare mais, dans ce cas particulier, la cause est claire.

L'une des hypothèses avancées est que ce type de prothèses pourrait créer une inflammation chronique due à la présence de bactéries qui adhèreraient alors à la prothèse pour former une sorte de bio-film", explique Erika Brunet.

Le lymphome peut parfois être diagnostiqué 7 à 15 ans après la pose de l'implant. Il existe deux types de lymphome anaplasique à grandes cellules liés aux prothèses mammaires :

► Une forme in situ qui se limite à la capsule, c'est-à-dire la membrane autour de l'implant;

► Une forme infiltrante avec une masse adjacente à la capsule péri-prothétique. Certains signes doivent alerter et encourager la femme à consulter son chirurgien : un épanchement périprothétique important, une augmentation du volume du sein, des douleurs, une inflammation, une masse, une ulcération, une détérioration de l'état général.

Lymphome: symptômes, avec lesquels ?

La pose d'implants mammaires peut, dans de rares cas, provoquer l'apparition d'un lymphome anaplasique selon l'Agence du médicament. Liste des risques et des symptômes d'alerte, prothèses concernées et rappel du suivi à respecter pour les femmes.

Quelle espérance de vie ?

Le sous-type ALK positif peut être bien traité avec des chances de survie pouvant atteindre 90 %. Le lymphome ALK négatif a un pronostic moins bon de 50 à 60 %.

Concernant le lymphome lié aux implants mammaires, la chance de survie "semble moins bonne chez les patientes ayant une forme infiltrante, c'est-à-dire une tumeur étendue au-delà de la capsule", explique l'Institut national du cancer.

Quel traitement pour soigner un lymphome anaplasique ?

Le traitement correspond d'abord à une combinaison de chimiothérapies classiques. En cas de récidive, des traitements plus ciblés et de plus en plus efficaces peuvent être proposés. Enfin, au besoin, une greffe de cellules souches peut être envisagée pour le lymphome ALK positif.

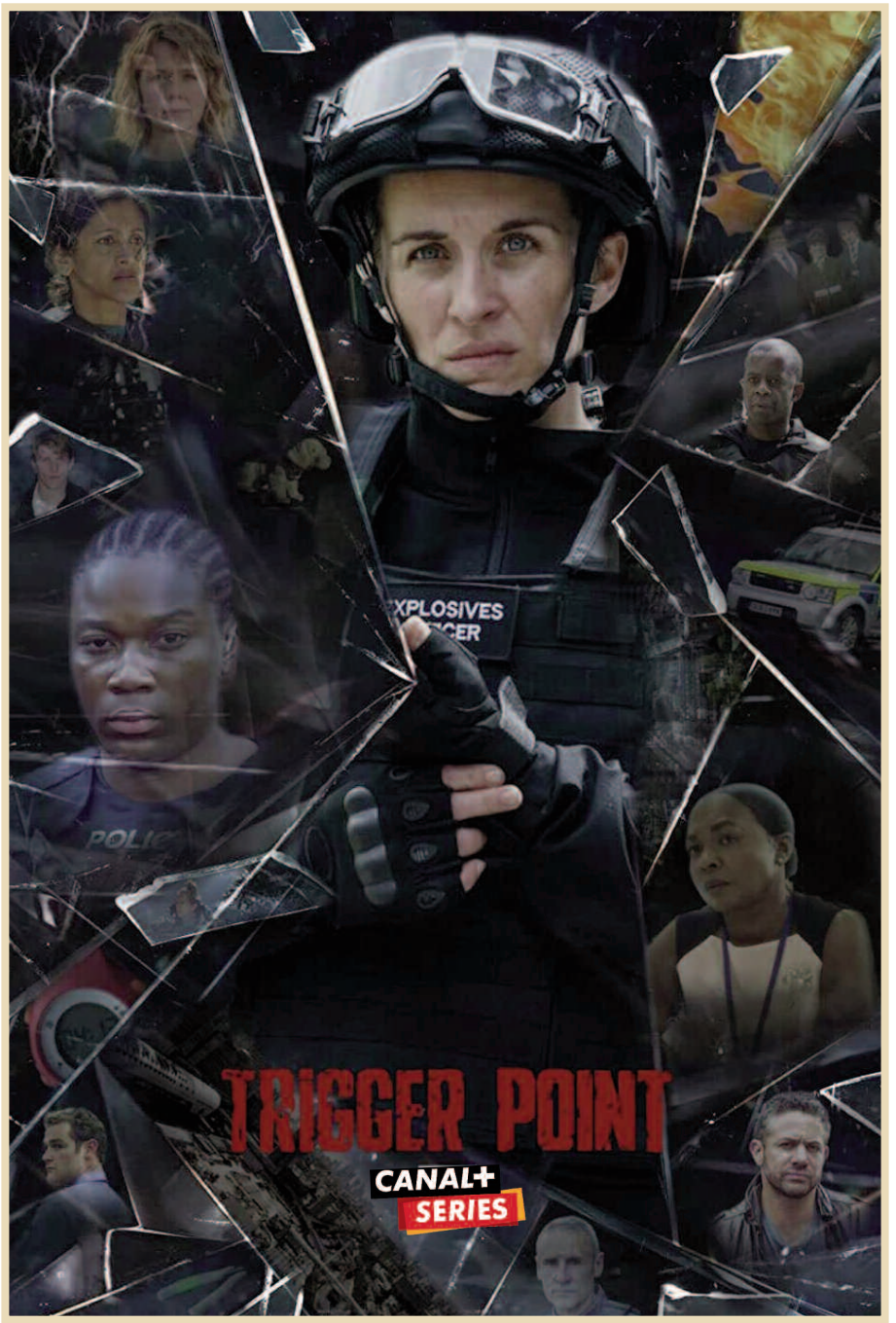










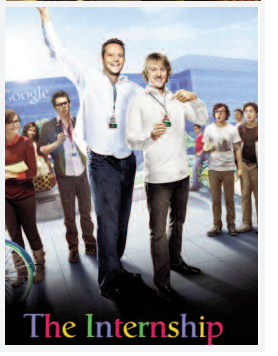


JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Série hospitalière Etats-Unis,2022 — TF1
Grey's Anatomy

22h50 Téléfilm de suspense 2023,France — France 2
Disparition inquiétante

20h55 Jeu — M6
Top chef

21h00 Football : Ligue des champions — CANAL+
Manchester City / Real Madrid

20h45 Culture Infos Société, 2023 — W9
France
Enquêtes criminelles

20h50 Cinéma Thriller — CINE + FRISSON
Etats-Unis 1995
Seven

21h05 Cinéma Film d'aventures — 6ter
Etats-Unis - 2013
Percy Jackson : La mer des monstres

20h50 Cinéma Comédie 2021 France — CINE + PREMIER
Les Tuche 4

20h55 Série policière France, 2018 — C8
Mongeville

20h50 Cinéma Film d'action 2022 — CINE CINÉMA
Top Gun : Maverick

21h00 Cinéma Comédie — CINE + FAMIZ
Etats-Unis 2013
Les stagiaires

21h15 Jeu ,2022 — TMC
Saison 2
Burger Quiz

21h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série policière Etats-Unis - 2023
Saison 6 Épisode 3/4

Snowfall

Après avoir vu son organisation anéantie par l'ancien officier de la CIA Teddy McDonald, Franklin se trouve contraint de voler de l'argent à son oncle et à sa tante pour survivre.
De son côté, Louie a repris le rôle de Franklin en tant qu'unique acheteur de drogue.

22h42

Série policière Grande-Bretagne, 2022
Saison 1 Épisode 3/4

Trigger Point

Lana et son équipe interviennent dans une mosquée où un homme a été attaché et enfermé dans une pièce isolée avec une bombe sur lui. Lana tente d'ouvrir la porte piégée mais le temps lui manque. L'attentat est revendiqué par un message crypté émanant d'un groupe d'extrême droite. Pendant ce temps, la brigade antiterroriste mène une large enquête. Lana reproche à John son manque d'implication au sein du service depuis la disparition de Joël.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:38	12:27	16:16	19:35	21:09
CONSTANTINE	03:46	12:33	16:21	19:40	21:14
ALGER	03:57	12:45	16:34	19:53	21:27
OUARGLA	03:56	12:40	16:27	19:46	21:18
CHLEF	04:07	12:52	16:41	19:59	21:33
MOSTAGANEM	04:13	12:57	16:46	20:04	21:37
ORAN	04:17	13:00	16:48	20:07	21:39

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7591 – MERCREDI 17 MAI 2023

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	21°	10°
Oran	21°	14°
Constantine	22°	6°
Ouargla	32°	20°

GROUPE TÉLÉCOM ALGÉRIE

Les services d'AT Satellite présentés aux médias

Pour sa deuxième session de formation destinée aux membres de son média club, le Groupe Télécom Algérie (GTA) a consacré la nouvelle session, qui s'est déroulée au siège du Groupe à Alger, à la présentation de l'une de ses filiales, Algérie Télécom Satellite (ATS), fournisseur de services télécoms par satellite.

Saluant l'initiative du Groupe Télécom Algérie d'organiser des journées de formation au profit des journalistes pour faire connaître davantage ses différentes filiales, Ryma Boumoula, directrice de communication institutionnelle a tenu à présenter ATS, qui est une entreprise publique économique qui active dans le domaine des télécommunications en exploitant deux licences pour l'établissement de réseaux de radiocommunication (VSAT et GMPCS) et de géolocalisation.

Elle a fait savoir que l'Algérie opère dans le domaine satellitaire depuis les années 1970, plus précisément 1975, date de la construction du téléport de Lakhdaria, ce qui a permis la réalisation d'un projet d'envergure, celui de relier le sud de l'Algérie au Nord par la mise en place d'un réseau satellitaire.

Pour ce qui est du cadre réglementaire du marché des télécommunications satellitaires, selon Mme Boumoula, ce dernier n'était pas suffisamment structuré et ATS n'a obtenu sa licence d'exploitation en



VSAT qu'en 2004 pour se filialiser par la suite et être officiellement créée en 2006.

Actuellement, et à travers l'ensemble de ses plates-formes installées au niveau du téléport de Lakhdaria (AVSAT, téléphonie IP et géolocalisation), ATS offre à ses clients une multitude de solutions en matière de télécommunication et services par satellite. «ATS regroupe cinq directions régionales : Alger, Oran, Hassi Messaoud, Béchar et Constantine, pour plus de proximité dans le but de toucher plus de régions», a indiqué Mme Boumoula.

Leader sur le marché des télécommunications, à travers la proposition de solutions de connectivité fixes et mobiles de haute technologie, toutes reconnues pour leur robustesse et leur fiabilité, ATS, a expliqué l'intervenante, s'est appuyé, depuis sa création, sur une politique de développement de compétences et d'esprit d'entreprise. «ATS s'engage à ajouter sa pierre à l'édifice, qui consiste à répondre aux besoins spécifiques des régions mal ou peu desservies, faisant en sorte de rendre la technologie plus accessible à tous», a-t-elle appuyé.

Pour essayer de simplifier davantage, Mme Boumoula a fait savoir qu'ATS intervient principalement dans les zones dépourvues d'infrastructures, dans les zones enclavées ou complètement isolées afin de garantir, par le biais des solutions que nous proposons, l'accès à la téléphonie et à l'internet.

L'entreprise offre également, à travers le satellite, des services destinés aux entreprises et institutions dont le besoin consiste à relier des sites dispersés géographiquement en vue de réaliser rapidement des réseaux opérationnels répondant à leurs exigences professionnelles. «Ainsi, nous mettons à disposition de nos clients les meilleures solutions en termes de technologie, leur permettant de rester connectés même en mobilité et où qu'ils soient sur terre, en mer ou dans les airs», a-t-elle indiqué.

Mme Boumoula a tenu à faire connaître les principaux clients d'ATS, qui sont principalement du secteur professionnel. «Ils sont segmentés par secteur, à savoir le domaine de la construction, des télécommunications, les institutions gouvernementales, Oil and Gas, les transports et la distribution ainsi que les établissements financiers», a-t-elle énuméré.

Par ailleurs, et dans un message adressé aux représentants des médias, le président-directeur général, Yacine Sallahi, a tenu réaffirmer son engagement à poursuivre les efforts fournis auparavant par ses prédécesseurs et à mener une politique de gestion rigoureuse et ambitieuse, avec comme objectif principal l'amélioration des résultats de l'entreprise et sa productivité, tout en assurant une croissance à long terme.

Il convient de souligner qu'ATS exploite deux licences pour l'établissement de réseaux de radiocommunication (VSAT et GMPCS) qui constituent son cœur de métier, ainsi qu'une autorisation d'exploitation de la géolocalisation et est également un PSA (Point of Service Activation) exclusif d'activation des services INMARSAT de troisième et quatrième génération en Algérie.

ATS exploite une flotte de satellites pour assurer une couverture nationale et internationale, à savoir Eutelsat pour une couverture totale du territoire national ; Arabsat pour une couverture globale des pays arabes ; Intelsat et Newskies pour une couverture mondiale ; Inmarsat pour une couverture mondiale destinée à la clientèle mobile et enfin Thuraya pour une couverture mondiale.

Lynda Louifi

Publicité



TROIS KG DE KIF SAISIS À CONSTANTINE

Un dangereux groupe de trafiquants de drogue arrêté

UN DANGEREUX groupe de trafiquants de drogue, composé de cinq personnes, a été neutralisé en début de semaine par les éléments de la Brigade de Recherche et d'Intervention (BRI) de la police judiciaire de Constantine. Trois kilogrammes de kif traité ont été saisis au cours de l'opération, apprend-on de source policière.

Cette opération a été menée suite à des informations parvenues à la brigade concernant des activités illégales au centre-ville de Constantine impliquant un groupe de dealers. Des recoupements et investigations ont permis aux enquêteurs d'identifier l'un des suspects et de localiser l'endroit où la marchandise était stockée, un appartement situé au centre-ville.

La perquisition des lieux, opérée sur ordre de la juridiction territorialement compétente, a permis aux policiers de mettre la main sur la drogue, soit 3 kg de kif traité en plaquettes de 100 grammes, soigneusement empaquetés dans des couches pour bébé et dissimulés dans une machine à laver.

Une personne a été arrêtée sur place avant que les autres dealers ne soient identifiés et arrêtés à leur tour. D'importantes sommes d'argent, une arme blanche et d'autres objets utilisés dans ce trafic ont également été récupérés, selon la même source.

Les mis en cause, ont été présentés devant le parquet du tribunal de Constantine où ils devront répondre des chefs d'inculpation d'achat, acquisition, possession, stockage et diffusion illégale de drogue dans le but de la vendre au sein d'une organisation criminelle organisée, ainsi que de possession sans justification légale d'une arme blanche de catégorie six.

Amine B.

Le Jeune Indépendant du 17/05/2023 / ANEP GR 0063